

REPUBLIQUE DU BURUNDI

**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA
COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

**PROJET D'APPUI A LA GESTION ECONOMIQUE
(PAGE)**

**RAPPORT D'ACTIVITES DU PAGE
AU 31 DECEMBRE 2007**

Janvier 2008

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	ii
SOMMAIRE EXECUTIF	1
COMPOSANTE I :APPUI A LA GESTION MACROECONOMIQUE, COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES	8
I.1 Brève description de la composante	9
I.2 Indicateurs de performance	9
I.3 Activités prévues de la composante.....	9
I.4 Activités clôturées au 31/12/2007	10
I.5. Activités en cours au 31 décembre 2007	11
I.6 Réalisation des indicateurs de performance	12
COMPOSANTE II : .RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE PUBLIQUE.....	13
II.1. Brève description de la Composante	14
II.2. Les indicateurs de performances	14
II.3. Les activités prévues pour la Composante II du PAGE	15
II.4. Les activités clôturées au 31.12.2007.....	16
II. 5. Les activités en cours au 31.12.2007.....	19
II.6. REALISATION DES INDICATEURS DE LA COMPOSANTE II DU PAGE AU 31.12.2007	21
COMPOSANTE III : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE.....	23
III.1. Brève description de la composante.....	24
III.2 Les indicateurs de performance	24
III.3 Activités prévues de la composante	24
III.4 Activités clôturées au 31 décembre 2007	25
III.5 Activité en cours au 31 décembre 2007	26
III.6 Réalisation des indicateurs de performance.....	27
COMPOSANTE IV : BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE	28
IV.1. Brève description de la composante	29
IV.2. Les indicateurs de performance	29
IV.3. Les activités prévues.....	29
IV. 4. Les activités réalisées et clôturées au 31.12.2007	31
IV.5. Activités en cours au 31 décembre 2007	34
IV.6. Réalisation des indicateurs de la composante IV du page au 31.12.2007	35
ANNEXE I : Tableau synthétique de l'état d'avancement des activités à fin décembre 2007	37
ANNEXE II : La situation financière au 31/12/2007.....	73

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AD	: Adjoint Technique de la Statistique
AFJO	: Association des Femmes Journalistes
AFRISTAT	: Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
AFROSAI	: Organisation Africaine des Institutions Supérieures de Contrôle des Finances Publiques
APB	: Abattoir Public de Bujumbura
CDMT	: Cadres des Dépenses à Moyen Termes
CDMT	: Cadre de Dépenses à Moyen et Long Terme
CEBAC	: Centre d'Arbitrage et de Conciliation
CNIS	: Conseil National d'Information Statistique
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
CPSS	: Comité de Pilotage du Système Statistique
CRC	: Comité de Réformes Café
CREFIAF	: Conseil Régional de renforcement des Institutions Supérieures de Contrôle de l'Afrique Francophone Subsaharienne
CRRRI	: Comité Régional de renforcement Institutionnel de CREFIAF
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CTC	: Comité Technique Coton
CTH	: Comité Technique Horticulture
CTT	: Comité Technique Thé
FIGE	: Forum des Inspections Générales d'Etat Africaines
GANEREC	: Groupe d'Analyse Economique et de Renforcement des Capacités
INPLABU	: Système d'Information et de Planification du Burundi
INPLABURA	: Système d'Information et de Planification du Burundi Rénové et Aménagé
IS	: Ingénieur Statisticien
ISTEEBU	: Institut de Statistique et d'Etudes Economiques du Burundi
LOF	: Loi Organique des Finances
O.T.B	: Office du Thé du Burundi
ONPR	: Office Nationale de Pensions et de Retraite
PAP	: Plan d'actions Prioritaires
PETS	: Public Expenditure tracking survey
PIP	: Programme d'Investissements Publics
PRCI	: Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles
RGCP	: Règlement Général de Comptabilité Publique
RJDHD	: Réseau des Journalistes pour le Développement Humain Durable
SCEP	: Service Chargé des Entreprises Publiques
SIGEFI	: Système informatique Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIP	: Société Immobilière Publique
SM	: Société mixte
SNDS	: Stratégie Nationale de Développement de la Statistique
SP/REFES	: Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales
SPP	: Société à Participation Publique
SYDONIA	: Système Douanier Automatisé
TDRS	: Termes de Référence
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCAR	: Union Commerciale d'Assurance et de Réassurance
VMP	: Vice-Ministère chargé de la Planification

SOMMAIRE EXECUTIF

La mission du Projet d'Appui à la Gestion Economique est d'accroître l'efficacité de l'Etat dans la gestion macroéconomique, financière et administrative, en renforçant la responsabilité et la transparence interne. Le Projet apporte également des appuis techniques aux réformes économiques mises en œuvre dans le cadre du DARE. Pour réaliser cette mission, plusieurs activités regroupées au sein de quatre composantes ont été prévues. Une cinquième composante s'occupe de la gestion du projet.

Globalement, à la fin de l'année 2007, le projet se caractérise par une bonne performance au niveau des activités clôturées et un taux de décaissement qui a connu une augmentation de 121% par rapport à l'année 2006.

Nous reprenons ci-après, les principales réalisations et contraintes ainsi que notre appréciation de la réalisation des indicateurs au niveau de chaque composante.

Composante 1 : Appui à la Gestion macroéconomique, collecte et analyse des données

Les principales activités réalisées à fin décembre 2007 sont :

1.1 : Renforcer les capacités du système statistique national

Les principales réalisations sont :

- Adhésion du Burundi à l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) : Cette adhésion permettra au Burundi de bénéficier d'une assistance technique d'AFRISTAT pendant 10 ans ;
- Appui à la production des comptes nationaux : le projet appui le service de production des comptes nationaux ;
- Formation des statisticiens à l'Université du Burundi : 46 candidats ingénieurs statisticiens et 53 candidats adjoints technique de la statistique sont en formation. La première promotion des adjoints techniques de la statistique termine leur formation au mois de mars 2008.
- Le site internet de l'ISTEEBU : ce site permettra à l'ISTEEBU d'assurer une meilleure diffusion de l'information statistique.

1.2 : Renforcer les capacités de suivi – évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)

Les principales réalisations sont :

- Lancement officiel des travaux de suivi – évaluation du CSLP par le deuxième Vice – Président de la République : A cette occasion des documents du CSLP imprimés en kirundi et en français ont été distribués ;
- Equipement informatique du Groupe d'Analyse Economique et de Renforcement des Capacités (GANEREC) ;
- Connexion internet du SP/REFES

1.3 : Renforcer les outils de gestion macroéconomique

Les principales activités réalisées sont :

- La révision du modèle INPLABU et la mise en place d'une équipe de modélisation macroéconomique : Le modèle INPLABU ne fonctionnait plus. Le travail consistait donc à faire un diagnostic du modèle existant et proposer des options pour avoir un modèle fonctionnel. Après le diagnostic, le Vice – Ministère chargé de la planification sur proposition du consultant a pris l'option de réaménager le modèle INPLABU qui est devenu INPLABU rénové et aménagé (INPLABURA). Le modèle INPLABU était un modèle de planification. Il ne permettait pas de faire des simulations et d'analyse d'impact des politiques alternatives. Par contre, le modèle INPLABURA est à la fois un modèle de planification et d'analyse d'impacts des politiques économiques et sociales. Une équipe de modélisation macroéconomique composé d'une vingtaine de cadres provenant du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement, du Vice – Ministère chargé de la Planification, de la Banque de la République du Burundi et de l'ISTEEBU a travaillé en étroite collaboration avec l'Expert et a bénéficié d'un renforcement des capacités dans le domaine de la modélisation.
- Formation de l'équipe de modélisation macroéconomique sur EVIEW'S avec application sur le modèle INPLABURA ;
- Appui à la publication de l'Economie Burundaise : les rapports annuels sur l'économie burundaise de 2004, 2005 et 2006 ont été publiés par le Vice – Ministère chargé de la Planification.

Réalisation des indicateurs :

Les indicateurs de performance de la première composante sont réalisés à 80%. Ils seront complètement réalisés au courant de l'année 2008.

Principales contraintes :

- Absence d'une Stratégie National de Développement de la Statistique : La Stratégie Nationale de la Statistique permet d'identifier les besoins nécessaires au développement du système statistique par rapport à l'évolution de la demande des données statistiques ;
- Absence d'un plan d'embauche des statisticiens formés à l'Université du Burundi : Les statisticiens formés à l'Université du Burundi doivent contribuer au développement du système statistique burundais. Il est donc urgent que l'ISTEEBU élabore un plan d'insertion de ces statisticiens dans le système statistique.

Composante 2 : Renforcement de transparence dans la Gestion Administrative et Financière Publique

Les principales réalisations de cette composante sont les suivantes :

2.1. Construction de l'immeuble du Ministère des Finances

Les études architecturales et techniques de construction de l'immeuble du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement sont terminées. On avance vers l'étape de construction de l'immeuble.

2.2. Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

Les études portant sur la révision de la Loi Organique de Gestion des Finances publiques sont avancées. Les projets de textes ont été produits et sont encours de finalisation. Il s'agit (i) du projet de loi organique des finances publiques ; (ii) d'un projet de décret relatif à la comptabilité publique (iii) du projet de loi sur le contrôle et l'audit et de la gestion publique et iv) d'un projet de décret relatif à la procédure de préparation et à la présentation des projets de lois de finances.

2.3. Maîtrise de Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale

En ce qui concerne la maîtrise des ressources humaines et la masse salariale, plusieurs activités ont déjà démarré. Il s'agit notamment (i) du recensement des fonctionnaires civils ayant pour objectif la création d'un état nominatif de tous les agents de l'Etat à une date de référence, sur tout le territoire national, sans omission ni doublons en vue de l'apurement du fichier paie et la reconstitution des éléments de gestion administrative. Le recensement devra aussi aboutir à l'instauration d'une carte magnétique d'identification sécurisée, incorporant les photos numérisées et les empruntes digitales des agents recensés ; (ii) l'élaboration du DAO pour l'acquisition d'un Logiciel Intégré de Gestion des Ressources Humaines et (iii) la réalisation des études de faisabilité pour la mise en place d'un Office National des Pensions et des Risques Professionnels (ONPR) qui se trouvent au stade de validation.

2.4. Services de Collecte des Recettes

Les principales activités réalisées pour les réformes en rapport avec la collecte des recettes portent sur (i) la réalisation des études préalables à l'introduction de la Taxe sur la valeur ajoutée dans le système fiscal Burundais dont le processus de validation est terminé, (ii) la révision du Code Général des Impôts et Taxes qui se trouve dans la phase de production du rapport provisoire et (iii) les travaux de réhabilitation des postes douaniers KOBERO et KANYARU Haut pour faciliter l'extension du SYDONIA ++ aux postes frontaliers ainsi que (iv) la réalisation des études pour l'élargissement de l'assiette fiscale.

2.5. Système d'information

La mise en place d'un système informatique intérimaire de gestion des Finances publiques (SIGEFI) est effective et le SIGEFI est opérationnel pour toutes les phases du circuit de la dépense (engagement, liquidation, ordonnancement & paiement). A terme, les modules développés seront complétés par d'autres modules permettant d'intégrer le circuit de la recette dans SIGEFI.

Une réception de cette application a eu lieu au mois de décembre 2007.

Réalisations des indicateurs :

Les indicateurs de performance dans l'efficacité de gestion des finances publiques, sont estimés globalement à 70%. La réalisation satisfaisante de ces indicateurs dépendra de l'adoption et mise en œuvre de la Loi Organique des Finances, la réalisation du recensement des effectifs de l'Etat et l'amélioration du SIGEFI.

Principales Contraintes :

Les contraintes liées à l'exécution de la composante « ***renforcement de la transparence dans la gestion financière et administrative publique*** » portent sur les quatre piliers ci-après :

- 1) En ce qui concerne la construction de l'immeuble du Ministère des Finances, le budget tel que prévu au début du projet n'est pas suffisant pour permettre la réalisation du projet tel que conçu dans le dossier d'appel d'offre. La solution sera de redimensionner le projet pour rester dans le budget ou demander un budget supplémentaire pour réaliser le projet tel que prévu.
- 2) Le recensement des fonctionnaires civils militaires et policiers a été plus cher que prévu. Le recensement des militaires n'a pas de financement et celui de la Police Nationale sera couvert par le financement des Pays-Bas (Hollande). A cet effet, l'autorité devra solliciter un financement supplémentaire pour le recensement des militaires.
- 3) L'acquisition du logiciel intégré de gestion des ressources humaines reste problématique pour cause d'insuffisance du budget. Cependant, il y a lieu de penser à l'acquisition d'une application paie pour intégrer plus tard d'autres modules.
- 4) Le manque de ressources humaines qualifiées pour piloter la mise en place d'un système d'information intégré permettant l'informatisation complète du Ministère des Finances demeure une contrainte majeure. L'autorité devrait recruter des ressources humaines nécessaires pour s'approprier le système d'information conçu pour faciliter la gestion intégrée des finances publiques.

Composante 3 : Développement du secteur privé

3.1 : Développement du secteur agricole

Les principales réalisations portent sur les études menées dans le cadre de la réforme des filières agricoles. Il s'agit de :

Filière café

- L'étude diagnostique de compétitivité de la filière café ;
- L'étude portant sur les stations pilotes en vue de la production du café de spécialité ;
- L'étude portant sur la stratégie de communication sur les réformes de la filière ;
- L'étude portant sur la prévention des risques de conflits liés aux réformes de la filière ;
- L'audit des campagnes cafés 2004/2005 et 2005/2006

Filière thé

- L'étude diagnostique de compétitivité de la filière thé ;
- L'audit de l'O.T.B exercices 2005 et 2006

Filière sucre

- L'étude diagnostique de compétitivité de la filière sucre .

Filière hortofruticole

- L'étude diagnostique de compétitivité des produits hortofruticoles.

Développement rural

L'étude sur les sources de croissance a été conjointement financée par le Gouvernement du Burundi et la Banque Mondiale. Le projet a participé à la réalisation de cette étude en appuyant les Comités Techniques et l'organisation de deux ateliers sur les sources de croissance au Burundi.

3.2 : Développement du secteur privé hors agriculture

Toutes les principales activités portent essentiellement sur l'amélioration de l'environnement des affaires. Il s'agit de :

- La vulgarisation de la loi sur la faillite et le concordat ;
- La modernisation du code du commerce et du code des sociétés publiques et privées ;
- L'étude portant sur le climat des investissements ;
- L'étude portant sur les stratégies de développement industriel et commercial.

3.3 : Réforme des entreprises publiques

Deux principales activités ont été réalisées à savoir :

- L'assistance technique au SCEP en matière d'évaluation financière des SPP ;
- L'assistance technique au SCEP en matière de réforme, restructuration et privatisation des SPP.

Réalisation des indicateurs :

Les indicateurs de performance des activités portant sur le développement du secteur privé, sont réalisés globalement à 60%.

Même si le cadre légal des affaires peut être amélioré en 2008 par l'adoption des différents codes, des activités de privatisation ne pourront se réaliser sensiblement qu'en 2009.

Principales contraintes :

- Faiblesse de mise en œuvre des principales recommandations des études. Il est impératif que l'autorité définisse un cadre de mise en œuvre et de suivi des principales recommandations des études financées pour éviter une perte de temps et un gaspillage de ressources.
- Manque de cadre de concertation cohérent et efficace entre le secteur privé et le secteur public : Plusieurs études ont mis en évidence l'importance de ce cadre dans le développement du secteur privé. Une étude portant sur ce cadre sera réalisée en 2008.

- Absence d'une politique claire de réforme, restructuration et privatisation des entreprises publiques.

Composante 4 : Bonne Gouvernance et justice

4.1. Bonne Gouvernance

Le projet a appuyé l'ex Inspection Générale des Finances et la mise en place de l'Inspection Générale de l'Etat

4.2. Structures de contrôle externe

Le projet PAGE a appuyé la mise en place de la Cour des Comptes. Il a financé une assistance technique à la Cour des Comptes dans l'audit des comptes de l'exercice 2006, la déclaration de conformité et la définition d'un dossier permanent. En outre, tous les membres de la commission finance des deux chambres du Parlement ont reçu un renforcement des capacités sur le processus budgétaire et les procédures de passation des marchés publics.

4.3. Marchés Publics

Le nouveau Code des Marchés publics a été adopté par l'Assemblée Nationale.

4.4 : Justice

Le Ministère de la justice

Le projet a financé l'exécution des jugements portant sur les litiges fonciers.

Le Tribunal du commerce

Le projet a appuyé le Tribunal du commerce par :

- Le recrutement d'un consultant chargé de la formation des magistrats en droit des affaires ;
- La création en cours d'une base de données couvrant les gages, le registre de commerce et les jugements ;
- Le financement d'un voyage d'études en procédure de référés ;
- L'équipement informatique.

Le Centre Burundais d'Arbitrage et de Conciliation

Le projet a appuyé la mise en place du Centre d'Arbitrage et de Conciliation (CEBAC).

Réalisation des indicateurs :

Les indicateurs de performance en rapport avec la réforme des marchés publics ont été amélioré par l'adoption du Code des Marchés Publics. Ils seront réalisés pleinement avec la mise en place des cellules de passation des marchés et l'Agence de Régulation. Les indicateurs de performance en rapport avec les structures de contrôle sont réalisés à 80% étant donné la bonne performance de la Cour des

Comptes, de la Commission des Finances et Budget du Parlement et les débuts de l'Inspection Générale de l'Etat.

L'indicateur de performance en rapport avec la réforme de la Justice est à un niveau très faible (10%). Il sera réalisé en 2008 avec l'étude sur le diagnostic du secteur.

**COMPOSANTE I : APPUI A LA GESTION MACROECONOMIQUE, COLLECTE
ET ANALYSE DES DONNEES**

I.1 Brève description de la composante

La composante 1 comporte 3 sous – composantes à savoir :

- Le renforcement des capacités du système statistique national pour une production régulière et fiable des données statistiques
- Le renforcement des capacités de suivi – évaluation du Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
- Le renforcement des outils de gestion macroéconomique.

I.2 Indicateurs de performance

Les principaux indicateurs de performance de la première composante sont repris ci – après :

- Les comptes nationaux sont produits annuellement ;
- Les données statistiques de base sur les performances de l'économie sont produites pour : la production des rapports trimestriels ;
- la production des rapports annuels sur l'économie et les finances ;
- La base de données sera créée en collaboration avec l'ISTEEBU et la BRB ;
- Les cadres de l'ISTEEBU, du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement et de la Banque de la République du Burundi (BRB) sont formés ;
- L'enquête sur le suivi des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation, la santé et la justice ainsi qu'un plan d'actions adopté en 2007 seront réalisés au second semestre de l'année.

I.3 Activités prévues de la composante

Les activités de la composante regroupées par sous – composante sont reprises ci- après :

Sous – composante 1.1 : Renforcer les capacités du système statistique national :

- Adhésion du Burundi à l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) ;
- Mise en place des textes et leur opérationnalisation ;
- Appui à la production des comptes nationaux (enquêtes complémentaires, financement des missions extra – statutaire d'AFRISTAT);
- Elaboration d'une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) ;
- Formation des statisticiens à l'Université du Burundi ;
- Enquête de suivi des dépenses publiques et la satisfaction des bénéficiaires ;
- Renforcer les capacités des unités statistiques sectorielles, provinciales et régionales ;
- Appui logistique de l'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Sous – composante 1.2 : Renforcer les capacités de suivi – évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)

- Mise en place du dispositif de suivi du CSLP (ateliers, production des rapports, etc.) ;
- Appui au Groupe d'Analyse Economique et de Renforcement des Capacités (GANEREC) ;

- Appui logistique du Secrétariat Permanent des Réformes Economiques et Sociales (SP/REFES).

Sous – composante 1.3 : Renforcer les outils de gestion macroéconomique

- Révision du modèle de planification macroéconomique et formation des cadres en programmation financière ;
- Appui à l'élaboration du PIP ;
- Appui logistique des unités de planification sectorielles ;
- Appui aux publications du Vice – Ministère chargé de la planification.

I.4 Activités clôturées au 31/12/2007

Sous - Composante 1.1 : Renforcer les capacités du système statistique national.

Les activités réalisées au niveau de cette première sous – composante sont les suivantes :

- L'adhésion du Burundi à AFRISTAT. Le projet a déjà payé la cotisation du Burundi à AFRISTAT pour un montant de 420 759 Euros. Le Burundi bénéficiera d'une assistance technique pendant dix ans en raison de quatre missions par an.
- Appui à la production des comptes nationaux, année 2005 : Le Projet a financé des enquêtes complémentaires visant à améliorer la base de données nécessaires à la production des comptes nationaux de l'année de base 2005. Ces enquêtes portaient sur la pêche, la construction, les infrastructures scolaires et sanitaires.
- L'appui logistique de l'ISTEEBU : l'ISTEEBU a déjà bénéficié d'un équipement informatique, un véhicule et un groupe électrogène.

Sous – composante 1.2 : Renforcer les capacités de suivi – évaluation du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP)

Les activités réalisées au niveau de la deuxième sous – composante sont :

- L'équipement informatique du Groupe d'Analyse Economique et de Renforcement des Capacités (GANEREC) ;
- Le financement du lancement officiel des travaux de suivi – évaluation du CSLP par le deuxième Vice – Président de la République ;
- La connexion internet du SP/REFES.

Sous – composante 1.3 : Renforcer les outils de gestion macroéconomique

Les activités déjà réalisées au niveau de cette sous - composante sont reprises ci- après :

- Formation de l'équipe de modélisation macroéconomique sur le logiciel EVIEW'S avec application sur le modèle INPLABURA ;
- Appui à la publication des rapports annuels de l'Economie Burundaise (Economie Burundaise 2004, 2005 et 2006)
- Equipement informatique du Vice – Ministère chargé de la planification.

I.5. Activités en cours au 31 décembre 2007

Cette section reprend les activités qui ont démarré en 2007 et avant mais qui n'ont pas été clôturées à fin décembre 2007¹. Ces activités sont classées par sous – composante :

Sous – composante 1.1 : Renforcer les capacités du système statistique national

Les activités en cours au 31 décembre 2007 au niveau de cette sous – composante sont reprises ci – après :

- Appui à la production des comptes nationaux : l'appui à la production des comptes nationaux va se poursuivre par le financement des missions extra – statutaires d'AFRISTAT, le financement des enquêtes complémentaires, l'organisation des ateliers et séminaires, etc.
- Mise en place des textes et leur opérationnalisation ;
- Elaboration d'une stratégie nationale de développement de la statistique, Enquête PETS ;
- Le programme de formation des statisticiens à l'Université du Burundi (troisième année académique);
- L'appui logistique de l'ISTEEBU (acquisition d'un deuxième véhicule, création d'un site web, connexion internet) ;
- Renforcer les capacités des unités statistiques sectorielles, provinciales et régionales.

Sous –composante 1.2 : Renforcer les capacités de suivi – évaluation du CSLP

Les activités en cours au 31 décembre 2007 sont :

- Préparation du premier rapport d'évaluation du CSLP ;
- Appui au GANEREC ;
- Equipement informatique du SP/REFES.

Sous – composante 1.3 : Renforcer les outils de gestion macroéconomique

Les activités en cours au 31 décembre 2007 sont reprises ci – après :

- Révision du modèle INPLABU ;
- Appui aux publications du Vice – Ministère chargé de la planification.

¹ Pour l'état d'avancement des activités (voir le tableau en annexe).

I.6 Réalisation des indicateurs de performance

La réalisation des indicateurs de performance est corrélée à l'état d'avancement des activités de la composante. Le tableau ci – après reprend l'évolution de la situation des indicateurs de 2005 à 2007.

N°	Indicateurs	Réalisation de l'indicateur			Observation
		2005	2006	2007	
1	Les comptes nationaux sont produits annuellement	10%	60%	80%	L'indicateur sera réalisé à partir de l'année 2008. En effet, les comptes pour l'année de base 2005 seront disponibles au mois de mars 2008.
2.	Les données statistiques de base sur les performances de l'économie sont produites pour :la production des rapports trimestriels et annuels sur l'économie et les finances	80%	80%	80%	Le rapport annuel sur l'économie burundaise a été produit régulièrement à partir de l'année 2005. Les rapports trimestriels ne sont pas produits. Cependant, avec la révision du modèle INPLABU, des notes de conjoncture seront produites à partir de l'année 2008.
3.	La base de données sera créée en collaboration avec l'ISTEEBU et la BRB	70%	70%	70%	L'ISTEEBU a des bases de données qui couvrent essentiellement le secteur réel. Les secteurs monétaire et financier ne sont pas couverts par l'ISTEEBU. L'indicateur sera réalisé à partir de l'année 2008.
4.	Les cadres de l'ISTEEBU, du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement et de la BRB sont formés.	10%	70%	80%	Un programme de formation de 46 candidats ingénieurs statisticiens et 53 candidats adjoints technique de la statistique est fonctionnel à l'Université du Burundi. Une équipe de modélisation macroéconomique a été mise en place. Le renforcement des capacités de cette équipe a commencé à partir de l'année 2007 dans le cadre de l'installation du modèle INPLABURA.
5.	L'enquête sur le suivi des dépenses publiques dans les secteurs de l'éducation, la santé et la justice ainsi qu'un plan d'actions adopté seront réalisés au second semestre de l'année 2007.	0 %	10%	80%	L'indicateur sera réalisé au premier trimestre 2008. En effet, au courant du deuxième semestre 2007, l'enquête et la saisie de données ont été réalisées.

**COMPOSANTE II : RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DANS LA
GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE
PUBLIQUE**

II.1. Brève description de la Composante

La deuxième composante du Projet d'Appui à la Gestion Economique (PAGE) concerne le renforcement de la transparence dans la gestion financière et administrative publique. Elle est exécutée à travers sept sous-composantes dont les activités pour deux ministères : le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement ainsi que le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale pour la réforme de la gestion administrative et de la masse salariale.

La répartition des activités par sous composante tient compte de la liste des activités arrêtée lors du lancement officiel des activités du PAGE en 2004 et actualisées en octobre 2006 lors de la mission de revue à mi-parcours du PAGE.

Ainsi, les réformes en finances publiques appuyées par le PAGE au titre de la Composante II sont réparties à travers les sous-composantes ci-après :

Sous-composante 2.1.	: Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques
Sous-composante 2.2.	: Préparation Budgétaire (CDMT)
Sous-composante 2.3.	: Comptabilité
Sous-composante 2.4.	: Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale
Sous-composante 2.5	: Recettes
Sous-composante 2.6.	: Renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement
Sous-composante 2.7.	: Système d'information intégré

II.2. Les indicateurs de performances

Les indicateurs de performances retenus pour la composante « *renforcement de la transparence dans la gestion administrative et financière publique* » sont les suivants :

- Exécution Budgétaire
 - L'exécution Budgétaire est améliorée :
 - Le taux d'exécution du budget affecté aux secteurs prioritaires augmente annuellement
- Meilleur contrôle des dépenses de personnel. Diminution de ces dépenses en parts du PIB et des recettes fiscales.
- Les procédures améliorées : La loi Organique de gestion des finances publiques révisée et adoptée
- Le SIGEFI est opérationnel
 - La base de données des dépenses publiques est régulièrement actualisée
 - Préparation par le SIGEFI dans des délais de plus en plus brefs de rapports trimestriels et annuels fiables sur l'exécution du budget.

II.3. Les activités prévues pour la Composante II du PAGE

Les activités prévues au titre de la composante II sont détaillées par sous composante comme suit

Sous – composante 2.1 : Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

- Etudes architecturales et techniques
- Construction d'un immeuble multifonctionnel du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement et de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
- Equipement de l'immeuble
- Actualisation de la loi Organique des Finances Publiques et le Règlement Général sur la Comptabilité Publique
- Elaboration des manuels de procédures de la Chaîne de la Dépense y inclus les protocoles d'échanges
- Révision de la Nomenclature budgétaire et leur intégration dans le Budget Unifié

Sous-composante 2.2 : Préparation Budgétaire

- Production des manuels de préparation des Cadres de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)
- Appui à la Direction du Budget et aux Ministères techniques en matière de préparation et de programmation budgétaire.

Sous-Composante 2.3 : Comptabilité

- Etude d'un mécanisme d'enregistrement comptable des ressources non encore prises en compte dans l'exécution du Budget de l'Etat

Sous-Composante 2.4. Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale

- Recensement physique des effectifs salariés de l'Etat et émission d'une carte d'identification personnalisée et sécurisée.
- Informatisation du Ministère de la Fonction Publique
- Etude de mise en place d'une caisse de retraite, fonctionnaires et magistrats
- Renforcement des capacités des services du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
- Audit Institutionnel des Ministères prioritaires et initiation d'une réflexion sur la structure et la Gestion de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale.

Sous-Composante 2.5. : Recettes

- Révision du Code Général des Impôts et Taxes
- Etude et mise en place de la Taxe sur la valeur Ajoutée
- Etude sur l'élargissement de l'assiette fiscale
- L'élaboration d'un manuel des procédures des impôts et informatisation
- Etude sur la mise à jour du Plan Comptable National
- Appui aux centres de gestion agréés
- Etude de l'impact de l'intégration du Burundi à l'East African Community
- Extension SYDONIA ++ aux bureaux frontaliers y inclus réhabilitations et équipements mobiliers

Sous-Composante 2.6. : Renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement

- Renforcement des Capacités de la Direction des Impôts
- Renforcement des Capacités de services des Recettes Administratives et Portefeuille de l'Etat
- Renforcement des capacités des services du Budget, Trésorerie & Comptabilité y compris le Cabinet du Ministre

Sous-Composante 2.7. : Système d'information intégré

Informatisation complète du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement :

- Développement d'un logiciel intégré de Gestion des Impôts
- Sécurisation et Maintenance du SIGEFI
- Formation sur les outils de développement du SIGEFI
- Intégration de la Paie dans SIGEFI
- Intégration des dépenses PPTE dans SIGEFI
- Automatisation du Contrôle et de la Liquidation de la Paie
- Acquisition du Matériel
- Intégration Comptable des recettes dans SIGEFI
- Equipement informatique et Assistance technique à la Cellule Informatique

II.4. Les activités clôturées au 31.12.2007

Les activités clôturées au 31.12.2007 au titre de la composante 2 sont détaillées par sous composante comme suit:

Sous-composante 1 : Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

Etudes architecturales et techniques pour la construction d'un immeuble multifonctionnel du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au développement et le Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale

Recensement des arriérés de l'Etat sur le secteur privé et les arriérés de la dette intérieure par la commission mise en place par Ordonnance Ministérielle N° 540/292 du 29 mars 2006. Le Rapport Final du conseil juridique ainsi que la Stratégie d'Apurement des arriérés ont été approuvés par le Conseil des Ministres.

Sous-composante 2.2 : Préparation Budgétaire

- Expertise du Charroi de l'Etat et son entretien
- Etude sur la Gestion Optimale du poste Budgétaire des frais de Mission et mise en place d'un cadre réglementaire de gestion des frais de mission

Sous-Composante 2.3 : Comptabilité

- Formation de 45 cadres de l'administration centrale sur l'élaboration et l'analyse du Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

Sous-Composante 2.4. Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale

- Formation de 2 hauts cadres du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale sur les modules de gestion de la Caisse de retraite
- Formation en faveur de 3 hauts cadres du Ministère de la Fonction Publique sur le thème « Gestion des rémunérations et de la masse salariale, AO » organisée par l'Institut IMA du 15 au 26 Août 2005.
- Réalisation d'une étude sur les aspects de renforcement du contrôle de la solde au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.

Sous-Composante 2.5. : Recettes

- Etude de faisabilité pour la mise en place de l'Ordre des Professionnels Comptables (OPC) et appui logistique à l'OPC
- Etudes d'impact budgétaire, économique et social de la mise en place de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) dans le système fiscal Burundais
- Etude sur l'élargissement de l'assiette fiscale
- Un appui logistique constitué de 11 motos a été donné au Département des Impôts, le 15 décembre 2004.
- Le PAGE a fourni deux véhicules « type camionnette double cabine » au Département des Impôts
- Réhabilitation des bureaux abritant les services des Douanes (Port et Aéroport) en vue de faciliter la migration au SYDONIA ++ au niveau des deux bureaux ;

Sous-Composante 2.6. : Renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie des Finances et de la Coopération au Développement

- **Renforcement des capacités à la Direction des Douanes**
 - 1 inspecteur des Douanes a été formé sur SYDONIA++ avancé pendant 3 mois à l'extérieur
- **Renforcement des Capacités de la Direction des Impôts**

- 1 Cadre a été formé sur le module portant sur le contrôle interne
 - 2 Cadres du département des Impôts ont été formés sur le module TVA
 - Renforcement des Capacités de services des Recettes Administratives et Portefeuille de l'Etat
 - 4 Cadres ont été formés sur le module portant sur l'audit comptable et financier
- **Renforcement des capacités des services du Budget, Trésorerie & Comptabilité y compris le Cabinet du Ministre**

Année 2004 :

- Du 1^{er} au 14 Septembre 2004 : Formation de 150 comptables sur le Plan Budgétaire et Comptable de l'Etat.

Année 2005

- Un cadre du Département du Budget a été formé sur le module de gestion et contrôle budgétaire à l'ENA, Paris.
- Un cadre du Département de la Trésorerie a été formé sur le module de gestion de la dette à travers la participation à un séminaire annuel interrégional des gestionnaires de la dette et la réunion du PRC PPTE
- Du 14 au 29 Novembre 2005 : 285 agents (comptables public, receveurs et vérificateurs des comptabilités publiques et spécialisées) ont suivi une formation sur la nouvelle nomenclature du nouveau plan budgétaire et comptable applicable dès janvier 2005 sur financement du PAGE.
- Le Projet PAGE a financé une formation à Cotonou (Bénin) sur le thème « *Gestion des rémunérations et de la masse salariale, AO* » en faveur d'un Cadre de la Direction du Budget.

Année 2006

- Trois cadres de la Direction Générale du Budget et de la Comptabilité publique ont été formés sur le module portant sur les réformes comptables.
- Deux cadres du Département de la Trésorerie ont été formés sur la gestion de la dette à l'aide de SYGADE 5.3
- Tous les membres de la commission technique chargée de la gestion de la dette publique ont été formés sur EXCEL avancée. La formation a été organisée par CAL BURUNDI.
- Deux missions d'Assistance technique au Cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement par le Consultant MAMADOU LAMINE LOUM
- Formation de tous les conseillers au Cabinet du Ministre des Finances en informatique de base par CAL BURUNDI

Année 2007

Appui logistique au Cabinet du Ministre dans le cadre de l'organisation de la Table ronde des bailleurs de fonds :

- Deux missions d'Assistance technique au Cabinet du Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement par le Consultant MAMADOU LAMINE LOUM
- 13 Secrétaires de direction au Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement ont terminé une formation en secrétariat de Direction portant sur deux modules : Informatique de base et un module en secrétariat : La formation a été assurée par l'Ecole Nationale d'Administration (ENA) ex centre de perfectionnement et de formation en cours d'emploi (CPF).
- Appui logistique du Cabinet du Ministre par la mise en place d'un centre de documentation équipé de 10 ordinateurs et accessoires et un service Internet fonctionnel.

Sous-Composante 2.7. : Système d'information intégré

Informatisation complète du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement

De Mars 2005 à Décembre 2007

- Développement d'une application Informatique Intérimaire de gestion des Finances Publiques sur la Chaîne de la Dépense (SIGEFI)
- Intégration de la Paie dans SIGEFI
- Intégration des dépenses PPTE dans SIGEFI

Septembre-Octobre 2006

Assistance technique à la Cellule Informatique du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement

II. 5. Les activités en cours au 31.12.2007

Cette section reprend les activités qui ont démarré en 2007 et avant mais qui n'ont pas été clôturées à fin décembre 2007². Ces activités sont classées par sous – composante :

Sous - composante 1 : Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

- Construction d'un immeuble multifonctionnel du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement et de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
- Actualisation de la loi Organique des Finances Publiques et le Règlement Général sur la Comptabilité Publique

Sous - composante 2.2 : Préparation Budgétaire

AUCUNE

² Pour l'état d'avancement des activités (voir le tableau en annexe).

Sous - Composante 2.3 : Comptabilité

AUCUNE

Sous - Composante 2.4. Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale

- Recensement physique des effectifs salariés de l'Etat et émission d'une carte d'identification personnalisée et sécurisée.
- Informatisation du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale
- Etude de mise en place d'une caisse de retraite, fonctionnaires et magistrats

Sous - Composante 2.5. : Recettes

- Révision du Code Général des Impôts et Taxes
- Etude sur l'élargissement de l'assiette fiscale
- L'élaboration d'un manuel des procédures des impôts et informatisation
- Etude sur la mise à jour du Plan Comptable National
- Etude de l'impact de l'intégration du Burundi à l'East African Community
- Extension SYDONIA ++ aux bureaux frontaliers y inclus réhabilitations et équipement mobiliers

Sous - Composante 2.6. : Renforcement des Capacités des services du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement

- Aucune

Sous - Composante 2.7. : Système d'information intégré

Informatisation complète du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement

- Développement d'un logiciel intégré de Gestion des Impôts
- Sécurisation et Maintenance du SIGEFI

II.6. REALISATION DES INDICATEURS DE LA COMPOSANTE II DU PAGE AU 31.12.2007

N°	Indicateurs				Observation
		2005	2006	2007	
1	L'Exécution Budgétaire est améliorée				
	<i>Le taux d'exécution du budget</i>	78,35%	76,42% ³	NED	
	<i>Dépenses de fonctionnement</i>	92,7%	74,8%	91,8% ⁴	
	<i>Dépenses d'investissement</i>	52,5%	78,2%	78,2%	
2	Le taux d'exécution du budget affecté aux secteurs prioritaires (secteurs sociaux) augmente annuellement				L'indicateur connaît une reprise vers la hausse en 2007, grâce à la maîtrise des procédures engagement des dépenses IPPTE
	Dépenses de fonctionnement des secteurs sociaux	102,6%	45,8%	82,3%	L'indicateur s'est dégradé en 2006 à cause des difficultés de maîtrise des procédures d'engagement des dépenses sur fonds IPPTE
	Dépenses d'investissement sur ressources nationales affectées aux secteurs sociaux	79,1%	40,9%	95,6%	L'indicateur s'est dégradé en 2006 à cause des difficultés de maîtrise des procédures d'engagement des dépenses sur fonds IPPTE
3	Meilleur contrôle des dépenses du personnel				
	Dépenses du personnel par rapport au PIB	8,4% ⁵	9,5%	NED	L'indicateur se dégrade. Les dépenses du personnel ont augmenté à cause des revalorisations des enseignants ainsi que la restructuration des corps de l'armée et de la Police Nationale.
	<i>Dépenses du Personnel par rapport au recettes fiscales</i>	47%	58%	NED	Les dépenses du personnel ont augmenté avec la revalorisation des enseignants et la restructuration des corps de police Nationale et de l'armée
4	Les procédures améliorées				

³ Ce taux est évalué sur base des états d'engagements sortis du SIGEFI et du rapport de la reddition des comptes 2006

10%	50%	70%	Les travaux de révision de la LOF sont avancés avec la proposition des projets de textes qui l'accompagnent en cours de finalisation
-----	-----	-----	--

⁴ Uniquement pour le budget ordinaire engagé à fin décembre 2007 par rapport au Budget global

⁵ Le PIB utilisé pour l'estimation de cet indicateur a été tiré du Rapport Annuel de la BRB 2006

	La loi organique de gestion des Finances Publiques révisée et adoptée				
5	Le SIGEFI est opérationnel				
	La base des données des dépenses publiques est régulièrement actualisée	10%	60%	80%	Le SIGEFI est opérationnel sur toute la chaîne de la dépense. L'intégration des données de la paie n'est pas satisfaisant et reste à améliorer.
	Préparation par le SIGEFI dans des délais de plus en plus brefs de rapports trimestriels et annuels fiables sur l'exécution du budget.	10%	60%	70%	Le niveau de cet indicateur est estimé à ce seuil étant donné que SIGEFI n'intègre pas le circuit de la recette. Cet indicateur sera réalisé à 100% avec l'intégration comptable des recettes dans SIGEFI prévue pour l'année 2008. Cela permettra de réduire davantage le délai de production de rapports trimestriel et annuel via SIGEFI notamment la balance des comptes et le TOFE.

COMPOSANTE III : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

III.1. Brève description de la composante

La troisième composante couvre les principaux aspects relatifs au développement du secteur privé. Il est organisé en trois sous - composante à savoir :

- Le développement du secteur agricole ;
- Le développement du secteur privé hors agriculture ;
- La réforme des entreprises publiques.

III.2 Les indicateurs de performance

- L'évaluation et l'audit de l'entreprise REGIDESO seront terminés ;
- Apurement satisfaisante par le Gouvernement des arriérés au secteur privé : au moins 70% de la dette auditée a été apurée ;
- Révision du cadre institutionnel de privatisation est adoptée par le conseil des ministres ;
- La SODECO et un nombre important des stations de lavage ont été privatisés.

III.3 Activités prévues de la composante

Les activités regroupées par sous – composante sont reprises ci – après :

Sous – composante 3.1 : Développement du secteur agricole

- Réforme de la filière café (étude sur la stratégie de vente des stations de lavage et des usines de conditionnement du café ; étude diagnostique de compétitivité de la filière café ; audit financier des campagnes café 2004/2005 et 2005/2006 ; campagne nationale sur les réformes ; communication nationale et internationale sur la stratégie de privatisation de la filière café ; recrutement d'une banque d'affaires ; étude sur les stations pilotes ; prévention des risques de conflits liés à la réforme de la filière café ; renforcement des capacités du comité des réformes) ;
- Réforme de la filière thé (étude diagnostique de compétitivité de la filière ; stratégie de privatisation de la filière ; recrutement d'une banque d'affaires ; communication nationale sur les réformes de la filière ; communication nationale et internationale sur la stratégie de privatisation de la filière ; audit financier de l'O.T.B exercices 2005/2006 ; prévention des risques de conflits ; renforcement des capacités du comité des réformes) ;
- Réforme du secteur coton (étude diagnostique de compétitivité de la filière coton ; audit technique et financier de COGERCO ; renforcement des capacités du comité des réformes) ;
- Réforme de la filière sucre (étude diagnostique de compétitivité de la filière sucre) ;
- Développement des produits hortofruticoles (étude diagnostique de compétitivité de la filière hortofruticole).

Sous – composante 3.2 : Développement du secteur privé hors agriculture

- Dissémination de la loi sur la faillite et le concordat ;
- Renforcement des capacités du CEBAC ;
- Evaluation du cadre de concertation secteur privé/secteur public ;
- Rédaction de la loi sur la concurrence et sa traduction en anglais ;
- Etude sur le climat des investissements et préparation d'un plan d'actions ;
- Vulgarisation du code des investissements ;
- Modernisation du code de commerce et du code des sociétés publiques et privées ;
- Modernisation du code minier ;
- Stratégie de développement industriel et commercial ;
- Evaluation et stratégie de redressement du secteur bancaire.

Sous – composante 3.3 : Réforme des entreprises publiques

- Renforcement de la supervision des entreprises publiques ;
- Assistance technique en matière de réforme, restructuration et privatisation des entreprises publiques ;
- Formation des Experts du SCEP ;
- Etudes sur la stratégie de réforme, restructuration et privatisation des SPP préalablement identifiées (REGIDESO et COTEBU) ;
- Transfert des actions de l'OCIBU dans les banques ;
- Vente des actions de l'Etat dans les SM où l'Etat est minoritaire ;
- Programme de communication ;
- Lancement du processus de vente des actions dans EPB, UCAR, BCC, APB ;
- Réévaluation des actions UCAR & APB et voyage d'étude pour APB.

III.4 Activités clôturées au 31 décembre 2007

Les activités clôturées au 31 décembre 2007 regroupées par sous – composante sont reprises ci – après :

Sous – composante 3.1 : Développement du secteur agricole

- Etude diagnostique de la compétitivité de la filière café ;
- Etude portant sur les stations pilotes en vue de la production du café de spécialité ;
- Rapport sur la stratégie de communication sur les réformes de la filière café ;
- Etude diagnostique de la compétitivité de la filière thé ;
- Etude diagnostique de la compétitivité de la filière sucre ;
- Etude diagnostique de la compétitivité des produits hortofruticoles ;
- Visite des acheteurs américains de café.

Sous – composante 3.2 : Développement du secteur privé hors agriculture

La seule activité qui a été clôturée au 31 décembre 2007 est celle portant sur la dissémination de la loi sur la faillite et le concordat.

Sous – composante 3.3 : Réforme des entreprises publiques

Les activités suivantes ont été réalisées au 31 décembre 2007. Il s'agit de :

- L'assistance technique au SCEP en matière de réforme, restructuration et privatisation des SPP ;
- L'assistance technique au SCEP en matière d'évaluation financière des SPP ;
- L'évaluation des entreprises UCAR, APB et SIP ;
- L'équipement informatique et bureautique du SCEP.

III.5 Activité en cours au 31 décembre 2007

Les activités en cours au 31 décembre 2007 par sous – composante sont reprises ci- après :⁶

Sous – composante 3.1 : Développement du secteur agricole

- Audit financier des campagnes café 2004/2005 et 2005/2006 ;
- Gestion et prévention des risques de conflits liés à la réforme de la filière café ;
- Renforcement des capacités du Comité des réformes de la filière café ;
- Renforcement des capacités du Comité des réformes de la filière thé ;
- Audit financier de l'O.T.B ;
- Renforcement des capacités du Comité de suivi de la filière hortofruticole ;
- Renforcement des capacités du Comité des réformes de la filière sucre.

Sous – composante 3.2 : Développement du secteur privé hors agriculture

- Actualisation du code de commerce et du code des sociétés publiques et privées ;
- Rédaction et traduction en anglais de la loi sur la concurrence ;
- Etude sur le climat des investissements et préparation d'un plan d'action ;
- Stratégies de développement industriel et commercial ;
- Création d'un site web au Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

Sous – composante 3.3 : Réforme des entreprises publiques

- Lancement du processus de vente des actions détenues par l'Etat dans UCAR, APB et SIP ;
- Création d'un site web du SCEP ;
- Equipement du SCEP.

⁶ L'état d'avancement de chaque activité est repris dans le tableau en annexe.

III.6 Réalisation des indicateurs de performance

N°	Indicateurs	Réalisation			Observation
		2005	2006	2007	
1°	L'évaluation et l'audit de l'entreprise REGIDESO seront terminés	10%	40%	40%	Une évaluation financière de l'entreprise a eu lieu en 2006, lors de la mission d'assistance technique au SCEP en matière d'évaluation financière des SPP. L'indicateur sera réalisé en 2008.
2°	Apurement satisfaisante par le Gouvernement des arriérés au secteur privé : au moins 70% de la dette audité a été apurée.	10%	70%	90%	Toutes les créances inférieures à 100 millions de francs burundais ont été payées. La conversion des créances supérieures à 100 millions de francs burundais en obligations est en cours de réalisation. L'indicateur sera réalisé au cours de l'année 2008.
3°	Révision du cadre institutionnel de privatisation adopté par le conseil des ministres	0%	70%	70%	Le projet de texte est en cours de correction. L'indicateur sera réalisé à partir de l'année 2008.
4°	La SODECO et un nombre important des stations de lavage ont été privatisés	0%	0%	0%	Suite aux difficultés d'avoir un consultant ayant des qualifications pour réaliser l'étude portant sur la stratégie de vente des stations de lavage et des usines de conditionnement, la réalisation de cet indicateur a pris du retard. L'indicateur sera réalisé au mieux à partir de l'année 2009.

COMPOSANTE IV : BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE

IV.1. Brève description de la composante

La composante IV du PAGE est exécutée suivant les sous - composantes ci-après :

- Sous-composante 1 : Bonne Gouvernance ;
- Sous-composante 2 : Contrôles externes ;
- Sous-composante 3 : Réforme des marchés Publics ;
- Sous-composante 4 : Justice.

IV.2. Les indicateurs de performance

Les indicateurs de performances retenus pour la composante « renforcement de la transparence dans la gestion administrative et financière publique » sont les suivants :

- Transparence du système de passation des marchés : le nombre des appels d'offres (en %) pour lequel l'invitation à soumissionner et l'attribution des marchés sont publiés - excède 75%.
- Concurrence du processus de passation des marchés: le nombre de contrats attribués par des procédés non concurrentiel selon les montants n'excède 15 %
- ***Qualité et Régularité du processus de paiement: le Nombre (en %) de paiements au-delà de 45 jours ne*** dépasse pas 10%
- Les audits des comptes du gouvernement ont été achevés dans les délais requis ;:
 - Réduction significative des délais entre la clôture des comptes et leur soumission à la Cour des comptes
- Définition et adoption d'une stratégie de la réforme juridique et judiciaire ;
- Mise en place du nouveau code de passation des marchés
- Formation sur le processus budgétaire des membres du parlement et des journalistes
 - Nombre élevé des parlementaires formés sur le processus budgétaire
 - Nombre élevé des journalistes formés sur le processus budgétaire
- Adoption par le conseil des ministres de la stratégie de la gouvernance et anti-corruption définissant clairement le rôle des institutions de contrôle externe.

IV.3. Les activités prévues

Sous – Composante 4.1 : Appui à la Bonne Gouvernance

- Appui à la mise en place en œuvre de l'engagement du Burundi en matière de Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec le WBI ;
- Appui Institutionnel à la Structure Chargée de la Bonne Gouvernance ;
- Appui à l'Inspection Générale de l'Etat ;
- Audit du Falcon ;
- Audit des dettes croisées entre l'Etat du Burundi et le secteur pétrolier.

Sous composante 4.2. Cours externes

Sous composante 4.2.1. Cours des comptes.

- Mission d'assistance technique à l'élaboration des procédures de contrôle et la définition des dossiers permanents ;
- Informatisation de la Cour des Comptes ;
- Appui Logistique ;
- Assistance technique à la certification des comptes 2006
 - Formations des magistrats et des greffiers de la Cour des Comptes
 - Financement pour la participation aux séminaires locaux et internationaux ;

Sous – Composante 4.2.2. Commission Finance du Parlement

- Renforcement des capacités en analyse et contrôle budgétaire
- Voyages d'études
- Equipement et Appui Logistique

Sous - Composante 4.2.3. Réformes des marchés Publics

- Mise en place et adoption du nouveau code des marchés publics (en discussion au parlement)
- Mise en place d'un nouveau cadre institutionnel des marchés publics et les entités autonomes (après adoption du code).
- Elaboration des documents types de Passation de marchés (rapport en cours d'analyse)
- Renforcement des capacités des marchés publics et plan d'action pour l'Horizon 2010 (rapport en cours d'analyse)
- Atelier de vulgarisation du nouveau code des Marchés Publics
- Atelier de vulgarisation des documents types de passation des marchés
- Mise en place de nouveaux organes
- Mise en œuvre du plan de renforcement des capacités des nouveaux organes de gestion et de passation des marchés publics
- Recrutement consultant suivi évaluation
- Audit du nouveau système des Marchés Publics
- Recrutement consultant pour l'informatisation des nouveaux organes de gestion et de passation des marchés

Sous composante 4.2.4 : Justice

Les activités prévues au niveau de cette sous – composante sont reprises ci – après :

- Etude diagnostique du secteur de la justice ;
- Exécution des jugements portant sur les litiges fonciers ;
- Equipement informatique et bureautique du service de la statistique ;
- Equipement informatique et bureautique du service national de législation ;
- Formation des magistrats du Tribunal de Commerce en droit des affaires ;
- Création d'une base de données du Tribunal de Commerce ;
- Création et équipement de la bibliothèque du Tribunal de Commerce ;
- Equipement mobilier pour greffiers et magistrats du Tribunal de Commerce ;

- Moyens de transport pour exécution des jugements en faveur du Tribunal de Commerce ;
- Voyage d'études en procédures de référé ;
- Création d'un site internet de la Cour Suprême ;
- Appui logistique et charges récurrentes aux Associations des journalistes (AFJO & DHD).

IV. 4. Les activités réalisées et clôturées au 31.12.2007

Sous – Composante 4.1 Appui à la Bonne Gouvernance

- Etudes réalisées

- Les enquêtes « FOCUS GROUP » dans le cadre de l'appui à la mise en place en œuvre de l'engagement du Burundi en matière de Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec le WBI

- Appui à l'inspection Générale des Finances

- Le Projet PAGE a financé la participation des cadres de l'Inspection Générale des Finances à deux séminaires internationaux qui ont eu lieu respectivement en date du 9 au 16 octobre 2004 à Budapest et du 29 au 30 novembre 2004 à Dakar.
- Financement d'une voyage d'études pour une délégation de 3 cadres de l'Inspection Générale des Finances qui s'est rendue au Rwanda du 20 février au 2 mars 2005 ;
- Financement d'un voyage d'études auprès de la Tanzania Revenue Authority et au Port de Dar – Es – Salaam du 13 au 22 mars 2005 ;
- Financement d'un voyage d'études auprès de la KENYA Revenue Authority du 6 au 16 mars 2005.
- Financement d'un atelier de restitution des échanges tirés des voyages d'études
- Financement de la formation en audit et contrôle interne en faveur de 50 inspecteurs et contrôleurs des finances publiques
- Appui Logistique composés de **deux** véhicules (camionnette double Cabine) pour faciliter le travail des inspecteurs et contrôleurs des Finances sur terrain
- Formation et séminaires par la participation aux Assemblées Générales de l'AFROSAI et aux assemblées Générales du CREFIAF (Conseil Régional de Formation des Institutions Supérieures de Contrôles des Finances Publiques de l'Afrique Francophone Subsaharienne)

- Appui à l'Inspection Générale de l'Etat

- Le PAGE a financé un voyage d'étude au RWANDA, OUGANDA et KENYA à sept hauts cadres de l'inspection générale de l'Etat dans le cadre des échanges d'expérience avec les institutions de contrôle de ces pays.
- Audit de la vente du Falcon

Sous -Composante 4.2. Contrôles externes

Sous -Composante 4.2.1. Cour des Comptes

- Formations et séminaires

- Financement d'un séminaire d'information sur les missions, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des Comptes, organisé le 20 décembre 2004 ;
- Un appui logistique constitué de toges a été donné. L'achat a été effectué le 26/08/2004.
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des comptables publics sur leurs obligations de rendre compte devant la Cour des Comptes qui a eu lieu à l'Hôtel Source du Nil le 14 février 2005 ;
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des commissaires aux comptes. Ce séminaire a eu lieu le 11 mars 2005 à l'Hôtel Source du Nil ;
- Financement d'un séminaire d'information à l'intention des administrateurs communaux organisé en date du 19 septembre 2005. Ce séminaire avait pour but d'informer les Administrateurs communaux en tant qu'Ordonnateurs des services publics que sont les communes, de leurs obligations découlant de la loi régissant la Cour des Comptes ;
- Le projet PAGE a formé tous les magistrats de la Cour des comptes en Informatique de Base ainsi que le personnel d'appui.
 - Nombre d'agents formés : 37 y compris 21 magistrats de la Cour des Comptes.

- Voyage d'études

- Financement d'un voyage d'études effectué à Paris et à Bruxelles en faveur de Sept Magistrats de la Cour des Comptes en novembre 2004 dans le cadre de la mise en place de la Cour des Comptes
- Complément de financement pour la participation au séminaire des présidents des Cours de Comptes en France

- Appui Logistique

- **Fourniture d'une photocopieuse à la Cour des Comptes**
- **Informatisation de la Cour des Comptes**
 - Financement d'une Etude pour l'informatisation et la mise en place d'un système de gestion de l'information à la Cour des Comptes du Burundi
 - Fourniture de 21 ordinateurs et leurs accessoires pour faciliter le travail quotidien des magistrats de la Cour des Comptes avec onduleurs

- Financement d'un câblage réseau de la Cour des Comptes

- Assistance technique à la Cour des Comptes

- Une mission de la cour des comptes Belge a été effectuée au mois d'Août 2006 pour identifier les besoins en formation de la Cour des Comptes du Burundi. Le rapport a été produit et a servi de base pour la mission de revue à mi-parcours du projet PAGE
- Assistance technique à la certification des comptes 2006 et à la définition d'un dossier permanent

Sous – Composante 4.2.2. Commission Finances du Parlement

- Renforcement des capacités en analyse et contrôle budgétaire

- Cinq parlementaires ont participé au séminaire sur le contrôle budgétaire et les procédures d'exécution des dépenses publiques qui a eu lieu en Côte d'Ivoire en avril 2005.
- Le projet PAGE a financé aux mois de mars et avril 2006 trois stages de formation à BAMAKO en faveur de 6 parlementaires sur la revue des dépenses publiques, le Contrôle Budgétaire et Procédure d'exécution des Dépenses Publiques et sur la dette extérieure et intérieure: comment maîtriser son impact sur l'économie.
- Le PAGE a financé un séminaire sur les procédures de passation des marchés à l'intention des parlementaires des deux chambres du parlement. Les bénéficiaires de cette formation sont membres de la commission Finances, des affaires économiques et Planification, les membres de la commission Bonne Gouvernance et Agriculture. Au total, 53 parlementaires ont été formés sur les procédures de passation des marchés.

- Voyages d'études

- Au cours du mois de mai 2006, le projet PAGE a financé un voyage d'étude au Rwanda et en Ouganda en faveur de tous les membres de la commission finances, des Affaires Economiques et Planification du Parlement.
- Au cours du mois d'août 2006, le projet a financé un voyage d'étude au Bénin et au BURKINA FASO en faveur de 10 membres de la commission chargée des Questions Economiques, Finances et Budget du Sénat pour voir l'expérience des pays visités dans les réformes de la gestion des Finances Publiques
- En décembre 2006, le projet PAGE a financé un voyage d'étude au Kenya et en Tanzanie pour voir les expériences de ces pays en matière de gestion de services de collecte des recettes de l'Etat créés sous la dénomination « Office de Collecte des Recettes de l'Etat ».
- Le PAGE a financé une mission du 8 au 19 septembre 2007 au SENEGAL et en COTE D'IVOIRE en faveur des membres de la commission finances du Parlement. Le rapport de mission a été déjà produit
- Un voyage d'étude a été effectué au RWANDA, OUGANDA, KENYA & TANZANIE en faveur de 14 membres de la commission Finances des deux chambres du Parlement. Ce voyage était centré sur l'échange d'expérience sur le

contenu des accords de partenariats économiques signés par les pays visités et le rôle joué par les structures parlementaires dans la signature de ces accords.

Sous - Composante 4.2.3. Réformes des marchés Publics

Le nouveau Code des Marchés Publics a été adopté par le Parlement.

Sous composante 4.2.4 : Justice

- Financement de l'exécution des jugements portant sur les litiges fonciers ;
- Voyage d'étude en procédures de référé.

IV.5. Activités en cours au 31 décembre 2007

L'état d'avancement au 31 décembre 2007 sont reprises ci – après :⁷

Sous - Composante 4.1 Appui à la Bonne Gouvernance

- Appui à la mise en place de l'engagement du Burundi en matière de Bonne Gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec le WBI
- Appui Institutionnel à la Structure Chargée de la Bonne Gouvernance
- Appui à l'Inspection Générale de l'Etat
- Audit des dettes croisées entre l'Etat du Burundi et le secteur pétrolier

Sous- Composante 4.2. Contrôles externes

Sous – Composante 4.2.1. Cour des Comptes

- Informatisation de la Cour des Comptes
- Assistance technique à la certification des comptes 2006 et à la définition d'un dossier permanent
- Formation des magistrats de la Cour des Comptes
- Appui Logistique

Sous - Composante 4.2.2. Commission Finances du Parlement

- Equipement et Appui Logistique

Sous composante 4.2.3 : Réformes des marchés publics.

- Elaboration des documents types de passation des marchés ;
- Elaboration d'une stratégie de renforcement des capacités des marchés publics et plan d'actions pour l'horizon 2010

⁷ L'état d'avancement de ces activités est repris dans le tableau en annexe.

Sous composante 4.2.4 : Justice

- Etude diagnostique du secteur de la justice ;
- Equipement informatique et bureautique du service de la statistique ;
- Equipement informatique et bureautique du service national de législation ;
- Formation des magistrats du Tribunal de Commerce en droit des affaires ;
- Achat de livres pour la bibliothèque du Tribunal de Commerce ;
- Création d'une base de données du Tribunal de Commerce ;
- Equipement mobilier pour greffiers et magistrats du Tribunal de Commerce ;
- Moyens de transport pour exécution des jugements ;
- Création d'un site internet pour la Cour Suprême ;
- Appui logistique et charges récurrentes des Associations des journalistes (AFJO &DHD).

IV.6. Réalisation des indicateurs de la composante IV du page au 31.12.2007

N°	Indicateurs	Réalisation de l'indicateur			Observation
		2005	2006	2007	
1.	Transparence du système de passation des marchés : le nombre des appels d'offres (en% pour lequel l'invitation à soumissionner et l'attribution des marchés sont publiés excède 75%)	50%	50%	50%	Cet indicateur sera entièrement réalisé après la mise en place du nouveau Code des marchés publics et ses textes d'application. Les invitations à soumissionner sont systématiquement publiées, seules les attributions des marchés ne le sont pas encore
2.	Concurrence du processus de passation des marchés : le nombre de contrats attribués par des procédés non concurrentiel selon les montants n'excède pas 15%	50%	75%	80%	Même si le nouveau Code n'est pas encore en usage, le recours au gré à gré est actuellement considéré comme exceptionnel
3.	Qualité et régularité du processus de paiement : le nombre (en%) de paiements au-delà de 45 jours ne dépasse pas 10%	10%	10%	10%	Les délais des paiements des fournisseurs excèdent en général 45 jours.
4.	Les audits des comptes du gouvernement ont été achevés dans les délais requis : réduction significative des délais entre la clôture des comptes et leur soumission à la Cour des comptes	80%	90%	100%	La Cour des comptes a déjà audité les exercices 2004, 2005 & 2006 et tous les rapports ont été produits
5.	Définition et adoption d'une stratégie de la réforme juridique et judiciaire	0%	0%	10%	Les TDRS sont en cours de finalisation
6.	Mise en place du nouveau code de passation des marchés	10%	50%	80%	Le nouveau Code des Marchés Publics a été voté

					fin décembre 2007. La mise en place de ce nouveau code est prévu dès le début de 2008 avec les textes d'application.
7.	Formation sur le processus budgétaire des membres du parlement et des journalistes : - nombre élevé des parlementaires formés sur le processus budgétaire	10%	50%	80%	Tous les membres de la commission finances des deux chambres ont été formé sur le processus budgétaires et les procédures de passation des marchés publics
	- nombre élevé de journalistes formés sur le processus budgétaire	30%	60%	80%	La formation des journalistes sur le processus budgétaire a été organisée en deux sessions. Cette formation leur a permis de réaliser des couvertures médiatiques sur le processus budgétaire.

N°	Indicateur	Réalisation de l'indicateur			Observation
		2005	2006	2007	
8.	Adoption par le conseil des ministres de la stratégie de la gouvernance et anti – corruption définissant clairement le rôle des institutions de contrôle externe.	20%	50%	80%	Les enquêtes sur la corruption au Burundi ont été organisées avec l'assistance technique de l'Institut de la Banque Mondiale. Des structures de lutte contre la corruption ont été créées en plus de la Cour des Comptes, l'inspection générale de l'Etat (IGE), la Cour anti-corruption et la brigade spéciale de lutte contre la corruption ont été créées. Les études sur la corruption vont déboucher sur l'adoption d'une stratégie de lutte contre la corruption au Burundi.

ANNEXE 1 :

**TABLEAU SYNTHETIQUE DE L'ETAT D'AVANCEMENT DES
ACTIVITES A FIN DECEMBRE 2007**

COMPOSANTE 1 : GESTION MACROECONOMIQUE, COLLECTE ET ANALYSE DES DONNEES

SOUS – COMPOSANTE 1.1 : RENFORCER LES CAPACITES DU SYSTEME STATISTIQUE NATIONAL

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC.2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATION
				31 DEC 2007	Délais de retard	
1.1.1	Adhésion du Burundi à AFRISTAT	Le traité a été ratifié le 26 juin 2007. Le paiement de la cotisation a été effectué le 21/08/2007.			0	Il faut que l'ISTEEBU finalise rapidement le programme de travail avec AFRISTAT.
1.1.2	Mise en place des textes et leur opérationnalisation.	Le projet de loi statistique a été analysé et adopté par le parlement et transmis au Sénat.				L'ISTEEBU doit suivre le dossier auprès de la Présidence de la République pour promulgation des textes.
1.1.3	Elaboration de la SNDS	Les TDRS pour le recrutement des consultants ont été transmis à la Banque Mondiale pour demande de non objection.				

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC.2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
1.1.4	Appui à la production des comptes nationaux	L'activité est en cours. Les enquêtes complémentaires pour améliorer la qualité de données ont été réalisées.	Activité programmée sur toute l'année 2007.		0	L'ISTEEBU devrait s'organiser pour sortir les comptes de l'année 2005 au plus tard au mois de mars 2008.
	-Enquête complémentaire	La convention de financement a été signée le 22/08/2007. Les enquêtes ont été menées.			4 mois	
1.1.5	Enquête PETS	Le contrat a été signé le 14/7/2007 et le lancement de l'enquête a eu lieu le 17/9/2007. L'enquête et la saisie des données ont été clôturées au mois de décembre 2007.			3 mois.	Il faut que l'ISTEEBU participe activement à cette enquête afin de bénéficier de la maîtrise technique de l'INS de Yaoundé.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
1.1.6	Programme de Formation des statisticiens à l'Université du Burundi	La deuxième année académique a été clôturée pour les IS et les AD1.			3mois.	L'université du Burundi devrait établir des liens institutionnels avec les Grandes Ecoles africaines de statistique afin de permettre un recrutement aisé des professeurs et surtout faciliter l'encadrement des mémoires.
1.1.7	Mise en place d'un système d'information statistique	La création d'un site Web à l'ISTEEBU est en cours.			2 mois	L'ISTEEBU devrait s'organiser pour alimenter rapidement le site provisoire afin d'accélérer les tests et la finalisation du site.
1.1.8	Appui logistique des unités statistiques provinciales et régionales	La procédure de passation de marché est en cours.	Le dossier d'appel d'offre a été publié le 1/10/2007. Les offres ont été analysées. Nous attendons la non objection relative au rapport d'analyse.		2 mois	

SOUS – COMPOSANTE 1.2 : RENFORCER LES CAPACITES DE SUIVI – EVALUATION DU CSLP						
1.2.1	Appui au GANEREC	L'équipement informatique est disponible. Le cadre institutionnel est en cours d'élaboration.			6 mois	Le SP/REFES devrait accélérer l'élaboration du cadre institutionnel et une redynamisation des groupes de travail.
1.2.2	Appui logistique du SP/REFES	Le marché de connexion du SP/REFES sur internet a été attribué à la maison CBINET qui a déjà terminé ses travaux.	Les travaux ont été réceptionnés le 2/10/2007.		0	

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC.2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC.2007	Délais retard de	
1.2.3	Renforcement des capacités du Comité Technique « analyse de la pauvreté »	Activité non démarrée.	Le document de base portant sur l'analyse de la pauvreté n'est pas disponible.		7 mois	Il faut insérer cette activité au niveau du GANEREC.
SOUS - COMPOSANTE 1.3 : RENFORCER LES OUTILS DE GESTION MACROECONOMIQUE						
1.3.1	Révision du modèle INPLABU et formation des cadres sur la programmation financière.	La révision du modèle est en cours. La phase de spécification du nouveau modèle « INPLABURA » ainsi que la formation des cadres sur les principaux modules sont terminées. Le consultant a déjà commencé la troisième et dernière phase de sa mission qui consiste à tester et faire tourner le modèle.			0	La formation des cadres sur la programmation financière a été réalisée sur financement du projet PRCI.
1.3.2	Formation sur EVIEW'S	Le formateur a été recruté et la formation est terminée.			0	

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 30 SEPT.2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				30 SEPT. 2007	Délais de retard	
1.3.3	Appui à l'élaboration du PIP	Activité non démarrée.	Le service bénéficiaire n'a pas encore transmis ses besoins pour financement. Il a plutôt demandé le financement d'une assistance technique. Cela nécessite une augmentation de la ligne de crédit.		7 mois	Le MPDRN devrait s'organiser pour une production régulière du PIP.
1.3.4	Mise en place des CDMT	Activité non démarrée.			4 mois	
1.3.5	Appui aux publications du MPDRN	Financement de la publication de l'Economie Burundaise de l'année 2006.			0	
1.3.6	Renforcement des capacités du Comité Technique « Macroéconomie »	Le Comité a suivi une formation sur les modules du modèle INPLABURA organisée par le consultant chargé de la révision du modèle INPLABU. EME a déjà suivi la formation sur Eview's avec application au modèle INPLABURA.			0	

III.5. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2007

COMPOSANTE 2 : RENFORCEMENT DE LA TRANSPARENCE DANS LA GESTION FINANCIERE ET ADMINISTRATIVE

SOUS-COMPOSANTE 2.1. : Mise à Jour du Cadre Légal et Institutionnel de la Gestion des Finances Publiques

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.1.1.1	Etudes architecturales et techniques	Les études architecturales et techniques pour la construction de l'immeuble du Ministère des Finances sont terminées.	L'activité s'est déroulée comme prévu.	NA	0	Suivi de la demande de non objection pour le redimensionnement des travaux relatifs à la construction de l'immeuble.
2.1.1.2.	Construction de l'immeuble	ND	Activité prévue pendant le deuxième trimestre de l'année 2008			
2.1.1.3.	Surveillance des travaux	ND	Activité prévue pour le deuxième trimestre de l'année 2008			
2.1.2.	Actualisation de la Loi organique des Finances publiques et le RGCP	Le consultant a déjà remis le rapport définitif de l'étude.	L'activité a été clôturée avec le consultant SOFRECO aligné initialement sur cette étude. Un autre expert (Benoît CHEVAUCHEZ) a été recruté pour élaborer une nouvelle architecture de la Loi Organique tenant compte des préoccupations soulevées par tous les partenaires sur base du rapport SOFRECO.	Analyse des projets de lois par les organes habilités	0 mois	Accélérer la finalisation de l'étude tenant compte des recommandations du rapport final du consultant SOFRECO et des commentaires sur l'aide mémoire de CHEVAUCHEZ.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.1.3.	Assistance technique à l'élaboration des manuels des procédures comptables, budgétaires suivant la nouvelle LOF	ND	Cette activité sera réalisée après l'adoption des textes sur la LOF et le RGCP.			
<i>Sous Composante 2.2. Préparation Budgétaire</i>						
2.2.1.	Formation sur la préparation des CDMT	ND	L'activité a été reportée dans le PTBA 2008			
<i>Sous-Composante 2.3. Comptabilité</i>						
2.3.1.	Etude d'un mécanisme d'enregistrement comptables des ressources non encore prises en compte dans l'exécution du Budget de l'Etat	ND	Cette activité sera réalisée à travers une mission exploratoire devant aboutir à la production des protocoles d'échange des données par les bénéficiaires de la mission.			L'étude a été reportée pour l'année 2008
<i>Sous- Composante 2.4. Gestion des Ressources Humaines et de la Masse Salariale</i>						

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.4.1.	Informatisation du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Publique	Le consultant recruté pour l'élaboration d'un cahier des charges pour l'acquisition d'un logiciel intégré de gestion des ressources humaines a déjà produit le cahier des charges dans sa version définitive qui a été transmise pour avis de non objection à la Banque Mondiale le 12 septembre 2007.	Il y a un retard par rapport au délai initialement fixé d'avoir le logiciel au 1 ^{er} avril 2007. Il a été nécessaire de recruter un consultant chargé d'élaborer un cahier des charges et appuyer la commission dans l'évaluation des logiciels. La fiche de suivi de l'activité a été ajustée en conséquence.	Demande de non objection le 12 septembre 2007	3 mois	Accélérer l'obtention de la non objection du DAO relatif à l'acquisition du logiciel intégré de gestion des ressources humaines.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.4.2.	Etude et mise en place d'une caisse de retraite des fonctionnaires et magistrats	L'étude est en cours. Le Consultant a déjà produit le rapport provisoire. Le comité de pilotage a déjà fait ses observations qui ont été transmises à la Banque Mondiale et au consultant le 22 Décembre 2007.	Cette étude accuse un retard par rapport aux délais contractuels pour la livraison des produits qui étaient fixés au 15 Octobre 2006. Un calendrier de livraison des produits attendus de l'étude a été proposé par le comité de pilotage et transmis en même temps que les commentaires sur le rapport provisoire et l'ensemble des projets de textes qui l'accompagne.	Analyse du rapport provisoire par le comité de pilotage de l'étude	3 mois	Assurer le suivi pour la production de l'ensemble des produits attendus de l'étude et la validation des projets de textes qui accompagnent l'étude.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.4.3.	Recensement physique des effectifs salariés de l'Etat et émission d'une carte d'identification personnalisée et sécurisée	Les travaux préparatoires du recensement pour la partie civile ont démarré au mois de décembre 2007 et une première mission de cadrage a été terminée le 14 décembre 2007. La deuxième mission est attendue le 10 janvier 2008.	Le recensement se déroule comme prévu. Le calendrier du recensement a été légèrement modifié et glissé de 2 mois pour tenir compte du délais de livraison des équipements commandés pour le recensement.	Recensement en cours.	0	Préparer la deuxième mission du recensement
2.4.4.	Audit institutionnel des Ministères prioritaires et initiation d'une réflexion sur la structure et la Gestion de la Fonction Publique	ND	Cette étude a été annulée et le budget a été affectée pour le logiciel intégré.	NA	NA	NA

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.4.5.	Renforcement des capacités des services du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Publique	ND	Cette activité a été reportée dans le cadre de la gestion du PABA 2008-2009 à travers l'acquisition du logiciel intégré de gestion des ressources humaines. Le renforcement des capacités est centré sur la formation des utilisateurs aux applications de gestion de la paie et de la carrière.			Assurer le suivi de cette activité dans le cadre du PTBA 2008-2009
<i>Sou- Composante 2.5. Recettes</i>						
2.5.1.	Etude de pré-faisabilité pour la mise en place d'un Office de Collecte des Recettes de l'Etat	ND	L'activité a été placée dans la liste d'attente dans le rapport définitive de la mission de revue à mi-parcours du projet			Négocier le financement de cette activité par un autre bailleur
2.5.2.	Etude approfondie de l'assiette fiscale	L'étude est en cours. Le consultant a produit le rapport pré-définitif incluant les commentaires de l'administration fiscale. Ce rapport a été transmis à la Banque Mondiale et au FMI pour observations.	L'activité connaît un retard considérable. Le rapport produit par le consultant doit être commenté par la Banque et le FMI. Les observations des deux institutions sont toujours attendues.	Réception des commentaires de la BM et FMI	1 mois	Suivi pour l'obtention des commentaires de l'étude auprès de la BM et du FMI.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.5.3.	Réforme du Code Général des Impôts	L'étude a démarré le 6 Octobre 2006 et est toujours en cours d'exécution. Le consultant a déjà produit dans leur version provisoire le projet du Code des Procédures Fiscales, la charte des droits et obligations du contribuable vérifié et le projet de Code Général des Impôts et Taxes.	L'activité connaît un retard. Une Commission Nationale chargée de la Réforme fiscale a été créée par ordonnance Ministérielle du 11 Juin 2007. Une réunion de lancement des activités de la Commission a été organisée le 25 Juin 2007. La commission nationale n'a pas encore établi le calendrier de réunions pour la validation des études encours pour les réformes fiscales envisagées.	Analyse des projets de textes par les instances habilitées.	3 mois	Accélérer l'analyse et la validation des projets de textes déjà produits dans leur version provisoire par le consultant.
2.5.4.	Etude et mise en place de la TVA	Les études sont terminées et validées	Le rapport définitif a été transmis au Ministre de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.	Mise en œuvre des recommandations de l'étude	0	Assurer le suivi pour la mise en œuvre des recommandations de l'étude.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.5.5.	Mise à jour du plan comptable national	Les études ont démarré le 18 Janvier 2007. Le consultant a déjà produit le projet de Plan Comptable National et l'ensemble des documents qui l'accompagnent à l'issue de la deuxième mission du Consultant effectuée du 2 au 11 Mai 2007.	L'activité connaît un retard dû au retard dans la nomination du Conseil National de la Comptabilité Publique qui doit être mis en place par Ordonnance du Ministre des Finances. Les services qui feront parti du conseil ont déjà proposé leurs représentants dans le Conseil.	Atelier de validation de l'étude	4 Mois	Accélérer la nomination du Conseil National de la Comptabilité Publique pour la validation de l'étude
2.5.6.	Etude d'impact de l'intégration du Burundi à l'East African Community (EAC)	Le rapport provisoire a été produit par le consultant le 20 décembre 2007.	L'administration devrait accélérer l'analyse du rapport provisoire pour que le consultant rédige le rapport définitif dans les délais contractuels.	Validation du rapport final	1 mois	Assurer le suivi pour la production du rapport définitif.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.5.7.	Réhabilitation des bureaux des Douanes et postes frontaliers (KANYARU HAUT et KOBERO)	Les travaux de réhabilitation des deux bureaux sont en cours.	Le consultant a demandé un délai supplémentaire de trois mois pour permettre la commande des équipements solaires destinés à l'alimentation du courant électrique au poste douanier de Kobero.	Réception provisoire des travaux	4 mois	Assurer le suivi pour la finalisation des travaux.
2.5.8.	Etude sur l'élargissement de l'assiette non fiscale (y inclus la codification et l'identification)	ND	L'activité a été placée dans la liste d'attente dans le rapport final à mis-parcours du projet			Identifier un autre bailleur pour le financement de cette activité.
<i>Sous Composante 2.6. Renforcement des Capacités du Ministère des Finances</i>						
2.6.1.	Renforcement des capacités aux Impôts	ND	Ce renforcement a été prévu pour l'année 2008			
2.6.2.	Recettes Administratives et Portefeuille de l'Etat	ND	Ce renforcement a été prévu pour l'année 2008			

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.6.3	Budget, Trésorerie & Comptabilité y compris le Cabinet du Ministre	<p>Deux missions d'assistance technique au Cabinet du Ministre des Finances par le Consultant LOUM ont eu lieu au mois de mars 2007 du 31 mars au 9 avril 2007 et du 16 au 25 Juin 2007.</p> <p>De même, le projet PAGE a financé une formation en informatique de base et en secrétariat de direction de tous les secrétaires de direction du Ministère des Finances.</p>	<p>Un rapport de synthèse des 4 missions d'assistance technique de LOUM a été produit.</p> <p>13 secrétaires de direction ont terminé la formation</p>	NA	NA	Assurer le suivi des recommandations de la mission d'assistance technique au Cabinet du Ministre des Finances.
<i>Sous-Composante 2.7. Système d'Information Intégré</i>						
2.7.1.	Développement d'un logiciel de gestion des Impôts	Le cahier des charges dans sa version définitive a été produit par le consultant.	L'activité connaît un retard.	Publication du DAO pour l'acquisition d'un logiciel intégré de gestion des impôts.	3 mois	Assurer le suivi de la demande de non objection sur le DAO.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.7.2.	Manuel des procédures de gestion des impôts	Le manuel des procédures est en cours de finalisation par la commission d'informatisation du Département des Impôts	L'activité ne connaît pas de retard	Le manuel des procédures de gestion des impôts est terminée	1 mois	Accélérer la validation du manuel de procédures de gestion des impôts.
2.7.3.	Sécurisation et Maintenance du SIGEFI	Le DAO a été publié au mois de mars 2007. Le consultant a déjà été identifié au mois de Juin 2007. Une requête de non objection a été transmise à la Banque Mondiale au mois d'Août 2007.	Ce dossier a pris du retard et a été relancé plusieurs fois. Une assistance technique à la Cellule informatique au Cabinet du Ministre des Finances par le Consultant Dominique SERVANT a donné des orientations sur la qualité des équipements à acquérir dans le cadre de la maintenance et sécurisation du SIGEFI. Il a été recommandé d'accélérer la négociation du contrat pour la sécurisation logicielle de l'application.	La sécurisation physique et logicielle est terminée	4 mois	Assurer le suivi pour la sécurisation logicielle de l'application SIGEFI.
2.7.4.	Formation sur les Outils de Développement du SIGEFI	ND	<ul style="list-style-type: none"> - La formation aura lieu après la réception de l'ensemble des applications développés dans le cadre du SIGEL. - Le responsable du projet SIGEFI a été nommé au mois d'Août 2007. - La réception définitive du SIGEFI est terminée avec la clôture de 4 contrats signés entre le projet PAGE et la société informatique SOFT CENTER. 			Accélérer la finalisation du plan de formation sur les outils de développement du SIGEFI.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.7.5.	Intégration des données de la Paie dans SIGEFI	Activité clôturée	Réception terminée	NA	NA	Assurer le suivi pour la production des états de synthèse pour évaluer les indicateurs de résultats identifiés
2.7.6.	Intégration des Dépenses PPTE dans SIGEFI	Activité clôturée	Réception terminée	NA	NA	Assurer le suivi pour la production régulière des états de synthèse.
2.7.7.	Intégration comptable des recettes dans SIGEFI	ND	Cette activité n'a pas démarré en raison du retard dans la nomination d'une structure de pilotage de l'information du Ministère des Finances et la réception tardive de l'application SIGEFI.			Assurer le suivi pour le lancement de l'activité dans le cadre du PTBA 2008.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
2.7.8.	AT à la cellule informatique du MDF	ND	La cellule informatique a été nommée tardivement et a été créée par ordonnance du Ministre des Finances du 14 Mai 2007.			Assurer le suivi pour la mise en place des structures opérationnelles et fonctionnelles de la Cellule Informatique
2.7.9.	Equipement informatique	ND	Il faut préalablement mettre en place toutes les structures de pilotage de l'informatisation du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au Développement.	NA	NA	Assurer le suivi pour la mise en place des structures opérationnelles et fonctionnelles de la Cellule Informatique
2.7.10.	Automatisation du Contrôle et de liquidation de la Paie	ND	Cette activité sera réalisée dans le cadre de l'installation d'un logiciel intégré de gestion des ressources humaines			

COMPOSANTE 3 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE

SOUS-COMPOSANTE 3.1 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC.2007	Délais de retard	
3.1.1	Réforme de la filière café					
	Etude diagnostique de la compétitivité de la filière café.	Etude clôturée.			0	
	Etude portant sur les stations pilotes pour la production d'un café de spécialité.	Le rapport définitif est disponible.			0	
	Audit financier des campagnes café 2004/2005 et 2005/2006	Le rapport provisoire est disponible. Les observations ont été envoyées au consultant le 27/9/2007. Le consultant a déjà transmis son rapport pré-définitif qui est en cours d'analyse par le Comité.	Le consultant a accusé un retard d'un mois pour finaliser son rapport pré - définitif.		1 mois.	
	Evaluer les risques de conflit.	Le consultant a déjà transmis son rapport provisoire. Il est en cours			0	

		d'analyse par le comité.				
	Stratégie nationale de communication.	Le rapport définitif est disponible.	Les outils de communication ne sont pas encore disponibles pour lancer la campagne de communication.		9 mois	

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31DEC. 2007	Délais de retard	
	Stratégie de vente des stations de lavage et des usines de conditionnement du café.	Le recrutement du consultant est en cours.	Il a été difficile d'avoir un consultant ayant des qualifications suffisantes pour réaliser correctement la mission.		9 mois	
3.1.2	Réforme de la filière thé					
	Etude diagnostique de la compétitivité de la filière thé.	Etude clôturée			0	
	Audit de l'O.T.B et traitement de la dette.	Le consultant a commencé sa mission le 12/11/2007. Nous attendons son rapport			2 mois	

		provisoire.				
3.1.3	Réforme de la filière coton					
	Etude diagnostique de la compétitivité de la filière.	Activité non démarrée.	Il a été difficile d'avoir un consultant ayant des qualifications suffisantes pour la réalisation de l'étude.			L'étude a été reportée à l'année 2008.
	Audit financier de la COGERCO	Les TDRS ont été finalisés. La demande de proposition a obtenu la non objection .Le processus de recrutement du consultant est en cours.			5 mois.	
3.1.4	Filière sucre					
	Support à la compétitivité du sucre	Le rapport définitif est disponible.				

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
3.1.5	Autres sources de croissance du monde rural	Des études portant sur l'agriculture, l'élevage, la sécurité alimentaire, les infrastructures etc. ont été présentées lors du deuxième atelier organisé par le Ministère des Finances en collaboration avec la Banque Mondiale du 29 au 30 mai 2007.			0	
SOUS – COMPOSANTE 3.2 : DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE HORS AGRICULTURE						
3.2.1	Renforcement du cadre légal et réglementaire des affaires					
	- Dissémination de la loi sur les faillites et le concordat	La dissémination de la loi sur la faillite et le concordat a été réalisée.			0	
	-Evaluation du cadre de concertation secteur privé/secteur public	Les termes de référence ont été rédigés. La Banque Mondiale a déjà transmis ses observations sur les TDRS qui ont été corrigés et envoyés au consultant sélectionné.	La requête de non objection a été introduite à la BM.		3 mois	

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATI ONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
	-Renforcement des capacités du CEBAC	Un plan de renforcement des capacités du CEBAC est en cours d'élaboration.				Le CEBAC devrait développer une stratégie de communication efficace pour mieux vendre ses services.
	-Vulgarisation du code des investissements privés et traduction en anglais	Activité non démarrée.	Le code n'est pas encore promulgué.		4 mois	Le MPDRN devrait accélérer le processus d'adoption du code des investissements.
	-Actualisation et harmonisation du code des sociétés privés et publiques avec le code de l'EAC	Le consultant a déjà transmis son rapport provisoire.			1 mois	
	- Création d'un site Web au Ministère du Commerce et de l'Industrie	Le consultant a été recruté. Il a déjà produit le rapport provisoire.			2 mois	
	- Rédaction et traduction en anglais de la loi sur la concurrence.	Le consultant a été recruté. L'étude est en cours. Nous attendons le rapport provisoire.			1mois	Il faut que le consultant accélère son travail.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
	-Actualisation et traduction du code minier en anglais.	La non objection sur le TDRS a été obtenue. Les manifestations d'intérêt ont été analysées et la demande de proposition a été rédigée. Nous attendons les propositions techniques et financières.			0	
3.2.2	Amélioration de l'environnement des affaires					
	-Etude sur le climat des investissements : élaboration d'un plan d'actions	Un consultant a été recruté mais il n'a pas encore transmis son rapport provisoire.			8 mois	
	- Conception d'une vision et d'une stratégie de développement industriel et commercial.	Le consultant a été recruté. L'étude a été lancée le 18/10/2007. Le rapport pré – définitif est disponible.			4 mois	
	- Actualisation du code de commerce.	Le consultant a été recruté. L'étude a été lancée le 12/10/2007. Le consultant a déjà transmis son rapport provisoire.			2 mois	
3.2.3	Renforcement du secteur financier	Nomination du Comité Technique de suivi de l'activité. Les TDRS ont	Le démarrage de l'étude sera conditionné par		0	

		été rédigés et envoyés au TTL pour non objection.	l'accord du FMI.			
--	--	---	------------------	--	--	--

SOUS – COMPOSANTE 3.3 : REFORME DES ENTREPRISES PUBLIQUES

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC.2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31DEC. 2007	Délais de retard	
3.3.1	Amélioration de la gestion des entreprises publiques					
	-Renforcement de la supervision des entreprises publiques.	Il est prévu l'achat d'un véhicule pour la supervision des entreprises. Le processus de passation du marché est en cours.			0	
3.3.2	Amélioration du cadre institutionnel de privatisation.					
	- Assistance Technique en matière de réforme, restructuration et privatisation des SPP.	Le consultant chargé de l'étude et la formation des Experts en matière de réforme, restructuration et privatisation des SPP a déposé son rapport final.			0	
	- Renforcement des capacités des experts du SCEP(formation des experts du SCE).	Le plan de renforcement des capacités est en cours d'élaboration.			5mois	Le SCEP devrait accélérer l'élaboration du plan de renforcement des capacités des Experts.
	- Equipement du SCEP	Le travail de conception et d'installation d'un			0	

		site Web au SCEP est en cours. Le SCEP est en train d'alimenter le site en collaboration avec le consultant.				
--	--	--	--	--	--	--

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC.2007	Délais de retard	
3.3.3	Programme cohérent d'un cadre de privatisation	Les rapports provisoires sur l'évaluation immobilière des entreprises comme l'APB, la SIP et l'UCAR sont disponibles.			2 mois	

COMPOSANTE IV : BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
COMPOSANTE 4. BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE						
<i>SOUS-COMPOSANTE 4.1.: MINISTERE DE LA BONNE GOUVERNANCE</i>						
4.1.1.	Appui à la mise en œuvre de l'engagement du Burundi en matière de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption en collaboration avec l'Institut de la Banque Mondiale	Les enquêtes sont terminées.	Pas de retard. L'activité s'est déroulée comme prévue.		0	Assurer le suivi de l'étude avec le bureau béninois identifié pour finaliser l'étude à partir des données des enquêtes effectuées.
4.1.2.	Appui institutionnelle à la structure chargée de la Bonne Gouvernance	Les équipements n'ont pas encore fourni	La procédures de la passation de marchés pour l'acquisition de ces équipements est encours.			Assurer le suivi pour la fourniture des équipements prévus.
4.1.3.	Appui à l'Inspection Générale de l'Etat	Le projet va appuyer la mise en place de l'IGE au cour de l'année 2007. Une formation en audit et contrôle avait été financée par le PAGE en faveurs des inspecteurs de l'ex-IGE.	La deuxième mission du consultant a été reportée au mois de janvier 2008.			Assurer le suivi pour la réalisation .

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
4.1.4.	Audit d'un contrat de cession d'actif du Gouvernement à une partie privée	Le rapport du consultant a été remis au Gouvernement par le Consultant au mois d'avril 2007. Un plan d'action a été proposé par le consultant et validé par le gouvernement.	Dossier clôturé au niveau du projet PAGE. Une commission d'enquête parlementaire a été mise en place.			Assurer le suivi des travaux de la commission parlementaire et la mise en place d'une commission technique pour la mise en place d'un cadre institutionnel de vente des biens de l'Etat
<i>SOUS COMPOSANTE 4.2. CONTROLES EXTERNES</i>						
<i>SOUS-COMPOSANTE 4.21.: Cour des Comptes</i>						
4.2.1.1.	Mise en place d'un système d'information de la Cour des Comptes	Les travaux de mise en place d'un réseau informatique à la Cour des Comptes sont terminés. Une réception des travaux a été organisé au mois de septembre 2007.	Le dossier a connu un retard. Les spécifications techniques étaient mal définies. Une assistance technique à la Cellule informatique au Cabinet du Ministre des Finances par le Consultant Dominique SERVANT a donnée des orientations sur la qualité des équipements à acquérir dans le cadre de la mise en place d'un réseau intranet/internet à la Cour des Comptes du Burundi.	Les travaux de câblage sont terminés	1 Mois	Assurer le suivi pour la clôture du contrat.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
4.2.1.2.	Séminaires et formations	Le processus de recrutement d'un consultant national chargé de donner la formation des magistrats de la Cour des Comptes sur les Modules de comptabilité Générale, Finances Publiques, Comptabilité analytique, analyse financière, gestion, Finances et Organisation Administrative est terminée.	Seul le processus de recrutement pour le module « Organisation Administrative » a abouti à l'identification d'un consultant ayant le profil identifié. Le début de la formation est prévu au cours du premier trimestre de l'année 2008.	NA	NA	Assurer le suivi pour la signature du contrat et le démarrage de la formation.
4.2.1.3.	Appui Logistique	Le processus de passation du marché des équipements à fournir à la Cour des Comptes est en cours	Le projet PAGE va fournir les livres, les accessoires photocopieuses et 2 véhicules. La mission de la cour des comptes belge a identifié les ouvrages nécessaires pour le renforcement des capacités de la Cour des comptes du Burundi. Le processus d'acquisition de ces ouvrages est en cours.			Assurer le suivi pour la fourniture de cet appui à la Cour des Comptes.
4.2.1.4.	Mission d'assistance technique à l'élaboration des procédures et la définition des dossiers permanents	ND	Le dossier permanent a été versé dans les TDRs portant sur l'Assistance technique à la certification des comptes. L'assistance technique à l'élaboration des procédures de contrôle a été reportée dans le cadre de la gestion du PTBA 2008	NA	NA	Assurer le suivi pour la réalisation de l'assistance technique dans le cadre du PTBA 2008.
4.2.1.5.	Assistance technique à la certification des Comptes 2006	L'assistance technique est terminée.	L'activité n'a pas connu de retard.	-	-	Assurer le suivi pour la réception des produits définitifs attendus de l'assistance technique.

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DECEMBRE 2007	OBSERVATIONS	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 Décembre 2007	Délais de Retard	
<i>SOUS-COMPOSANTE 4.2.2 : Commission Finances du Parlement</i>						
4.2.2.1.	Renforcement des Capacités de la commission Finances du Parlement	Le PAGE a financé un séminaire sur les procédures de passation des marchés à l'intention des parlementaires des deux chambres du parlement et membres de la commission Finances, des affaires économiques et Planification	L'activité n'a pas connu de retard	Formation terminée avec le mois de Juin 2007	0	
4.2.2.2.	Voyages d'études	Le PAGE a financé un voyage d'étude en COTE d'IVOIRE, au SENEGAL, au RWANDA en OUGANDA, au KENYA et en TANZANIE aux membres de la commission finances du parlement	Les rapports de mission ont été produits	NA	NA	Assurer le suivi pour la réalisation des indicateurs attendus dans la sous-composante « <i>appui aux structures de contrôle externe</i> ».
4.2.2.3.	Appui logistique	Le processus de passation du marché des équipements à fournir à l'assemblée Nationale est en cours	Le projet PAGE va fournir les équipements informatiques, la photocopieuse et le fax.			Assurer le suivi pour la fourniture de l'appui logistique demandé.

COMPOSANTE 4 : APPUI A LA BONNE GOUVERNANCE ET JUSTICE						
SOUS – COMPOSANTE 4 : MINISTERE DE LA JUSTICE						
4.4.1	Etude diagnostique du secteur de la justice.	Les TDRS ont été rédigés et envoyés au TTL pour non objection. Le TTL a déjà transmis ses observations. Les TRDS sont en cours de correction.	L'étude est en retard.			7mois
4.4.2	Exécution des jugements portant sur les litiges fonciers	Le contrat de financement a été signé, et les fonds ont été mis à la disposition du Ministère de la justice. Nous attendons le rapport d'utilisation de ces fonds.				4 mois
4.4.3	Equipement informatique et bureautique du service de la statistique.	La procédure de passation du marché est en cours. L'avis d'appel d'offre a été publié. L'analyse des offres a été transmise au TTL pour non objection.				
4.4.4	Equipement informatique et bureautique du service national de législation	La procédure de passation du marché est en cours. L'avis d'appel d'offre a été publié. L'analyse des offres a été transmis au TTL pour non objection.				

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATIONS	SUIVI DE LA FICHE		RECOMMANDATIONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
TRIBUNAL DE COMMERCE						
4.4.5	Formation des magistrats en droit des affaires.	Le consultant a été recruté. Il est en train de préparer sa proposition technique et financière.			7 mois	
4.4.6	Création et équipement de la bibliothèque	Activité en cours.			0	
4.4.7	Equipeement mobilier pour greffiers et magistrats	Les spécifications techniques du mobilier ont été transmises. Les offres sont en cours d'analyse.			3 mois	
4.4.8	Moyens de transport pour exécution des jugements	L'analyse des offres a été transmise à la Banque Mondiale pour non objection.			4 mois.	

N°	ACTIVITES PREVUES	ETAT DE REALISATION AU 31 DEC. 2007	OBSERVATION	FICHE DE SUIVI		RECOMMANDATIONS
				31 DEC. 2007	Délais de retard	
4.4.9	Base de données.	Le consultant a été recruté. Le travail est en cours.			5 mois.	
4.4.10	Voyage d'étude en procédures de référé	Le projet a financé le voyage d'étude en procédure de référé du Président du Tribunal de Commerce qu'il a effectué auprès du Tribunal de Commerce de Bruxelles du 16 au 30 septembre 2007.			1 mois	
COUR SUPREME						
4.4.11	Création d'un site internet	Le consultant a été recruté. Le travail est en cours.			5 mois	
MEDIAS						
	Appui logistique à l'AFJO &DHD	Le Projet assure un appui logistique à ces Associations de journalistes.				

ANNEXE II :

LA SITUATION FINANCIERE AU 31/12/2007

La situation financière du projet PAGE au 31 décembre 2007 est caractérisée par des décaissements d'un montant de **9 185 874 036 BIF** contre 4 153 277 530 BIF au 31 décembre 2006, soit **un accroissement de 121%** .

Les réalisations (décaissements plus engagements) totalisent un montant de 10 109 090 512 BIF, **soit 38,88% du crédit**. Le budget qui reste à engager totalise un montant de 15 890 844 488 BIF, soit 61.12% du crédit.

Exécution Budgétaire par composante au 31 décembre 2007 par rapport au total du crédit

Cod e	Libellé	Cumul des décaissemnts au 31 décembre 2007	Engagement au 31 décembre 2007	Cumul des réalisations au 31 décembre 2007	Budget sur 5ans	Solde du budget	Solde du budget en °/°
1	Appui à la gestion macroéconomique	1.861.003.235	89.995.503	1.950.998.738	3.024.297.586	469.001.262	19,38
2	Amélioration de la transparence dans la gestion macroéconomique	2.701.830.221	644.626.503	3.346.456.724	11.962.639.756	12.453.543.276	78,82
3	Développement du secteur privé	1.327.862.877	130.576.869	1.458.439.746	5.080.613.440	1.691.560.254	53,70
4	Bonne gouvernance et justice	1.247.960.534	55.012.105	1.302.972.639	2.942.173.674	327.027.361	20,06
5	UCP	2.041.396.915	3.005.496	2.044.402.411	2.990.275.544	955.597.589	31,85
Total général		9.180.053.782	923.216.476	10.103.270.258	26.000.000.000	15.896 729 742	61,14

ETATS DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS AU 31/12/2007

RESSOURCES	Année 2007	Année 2006
Financement IDA	3.632.682.462	2.471.873.744
Contre partie du gouvernement	108.333.333	91.666.666
Autres Ressources	12.475.000	6.680.000
Fournisseur et Autres créiteurs	1.087.525.243	- 36.433.600
TOTAL DES RESSOURCES (A)	4.841.016.038	2.533.786.810

EMPLOIS PAR COMPOSANTE		
COMPOSANTE 1	1.457.002.070	289.847.432
COMPOSANTE 2	1.477.301.550	767.977.741
COMPOSANTE 3	1.031.284.263	277.989.211
COMPOSANTE 4	537.571.113	396.718.894
COMPOSANTE 5	523.617.256	547.085.904
Différence de conversion	-96.993.674	-6.117.751
TOTAL DES EMPLOIS(B)	4.929.782.578	2.273.501.431

Autres actifs	324.059941	24.145.496
----------------------	-------------------	-------------------

VARIATIONS NETTES DE TRESORERIE AU 30 SEPTEMBRE 2007 (A)-(B)-(C)		
	-412.826.481	236.139.883
Compte spécial	-383.654.890	160.914.912
Compte du Projet	-29.171.591	75.333.358
Caisse		-108.387
	-412.826.481	236.139.883

ETAT DE LA SITUATION PATRIMONIALE AU 31/12/2007 (exprimé en Francs Burundais)		
ACTIF		
	Bilan au 31/12/2007	Bilan au 31/12/2006
REALISATIONS	9.180.053.782	4.153.277.530
FOURNITURES	1.198.538.070	1.000.280.355
TRAVAUX	130.065.715	47.104.220
SERVICES DE CONSULTANTS	4.897.475.853	1.180.469.740
FORMATION	1.723.090.654	1.077.828.068
REMBOURSEMENT PPF		
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1.230.883.490	847.595.147
AUTRES ACTIFS	1.227.709.977	903.650.036
Demande de retrait des Fonds	1.224.277.805	871.171.206
Avance et acompte au personnel	541.058	490.376
Assurance à récupérer		22.950.000
CSN	13310	
Charges payés d'avance	2.877.804	705.120
Demande de contre partie du gouvernement		8.333.334
VALEURS DISPONIBLES	371.827.929	784.654.410
Compte spécial IDA BRB 3302/173	306.955.264	690.610.154
Compte du projet	64.872.665	94.044.256
Caisse		
TOTAL GENERAL ACTIF	10.779.591.688	5.841.581.976

PASSIF

Financements	8.749.557.158	4.899.072.689
Financement IDA	8.366.855.729	4.734.173.267
Fonds de contre partie du gouvernement	324.999.999	216.666.666
Autres Ressources	57.701.430	-51.767.244
Exigible à court terme	2.030.034.530	942.509.287
Demande de retrait de fonds en attente	1.224.277.805	871.171.206
Demande de contre partie du gouvernement		8.333.334
Fournisseurs	797.827.589	62.570.619
CNS		
Créditeurs divers	7.929.136	434.128
Rémunération net due		
Contribution à la solidarité nationale		
Total passif	10.779.591.688	5.841.581.976

ETATS DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31/12/2007

RECETTES	CUMUL AU 31/12/2007	EXERCICE 2007	CUMUL AU 31/12/2006
Financement IDA	8.366.855.729	3.632.682.462	4.734.173.267
Fonds de Contre Partie Gouvernement	324.999.999	108.333.333	216.666.666
Autres ressources	57.701.430	44.740.548	12.960.882
TOTAL RECETTES	8.749.557.158	3.785.756.343	4.963.800.815
Fournitures	1.1198.538.070	198.257.715	1.000.280.355
SERVICE DE CONSULTANTS ET FORMATIONS	6.620.566.507	4.362.268.699	2.258.297.808
Travaux	130.065.715	82.961.495	47.104.220
Charges de fonctionnement	1.230.883.490	383.288.343	847.595.147
TOTAL DES DEPENSES	9.180.053.782	5.026.776.252	4.153.277.530
		0	
Excédents/déficit des ressources sur les dépenses	-430.496.624	-1.241.019.909	810.523.285